

Economie Gabon +

Le Mensuel des dirigeants et leaders d'opinion



MENSUEL GRATUIT, NE PEUT ÊTRE VENDU

L'ESSENTIEL

ACTUALITÉ INTERNATIONALE

LE SOMMET DE SOTCHI



Lire p.4 & 5

VIE ÉCONOMIQUE

LA SETRAG SUR DE BONNS RAILS



Lire p.6 & 7

L'ALGÉRIE CONSOLIDE SES RELATIONS BILATÉRALES AVEC LE GABON



Lire p.8

LA RSE : UNE PRIORITÉ MAJEURE POUR LA COMILOG



Lire p.11

Dossier

BANQUES & ASSURANCES

LES PILIERS D'UNE ÉCONOMIE CROISSANTE



ASCOMA ET GECAR S'EXPRIMENT

AXA GABON RÉCOLTE LES FRUITS DE L'INNOVATION

LE SECTEUR BANCAIRE GABONAIS EST JEUNE ET CONCENTRÉ AUTOUR D'UN ACTEUR DOMINANT

ECOBANK RÉSOLUMENT TOURNÉE VERS L'AVENIR

Lire p.13 – 19

Prochain numéro :

RÉTROSPECTIVE 2019

N°80
DEC.2019
JAN.2020





OiLibya en Afrique devient OLA Energy

L'Afrique évolue chaque jour davantage et nous aussi. Nous changeons pour mieux vous servir, avec plus de points de vente et des stations encore plus conviviales. Roulez serein grâce à notre large gamme de lubrifiants de qualité supérieure. Laissez-vous tenter par un repas ou un achat dans nos multiples boutiques, ou faites tout simplement le plein avant de reprendre votre route en toute sécurité.



WE KEEP YOU GOING

Sommaire N°79

VIE ÉCONOMIQUE

6 – 12

CANAL+ VA ENCORE + LOIN

p. 10

DOSSIER

13 – 19



DOING BUSINESS 2020 : DEUX PAYS D'AFRIQUE SUBSAHARIENNE PARMIS LES MEILLEURES PROGRESSIONS

p. 15

ECOBANK RÉSOLUMENT TOURNÉE VERS L'AVENIR

p. 18-19

DÉVELOPPEMENT DURABLE

20

AFRICA AGRI FORUM À LIBREVILLE 20 ET 21 NOVEMBRE 2019

p. 20

EMPLOI & FORMATION

21

VIVO ENERGY GABON LANCE LE PROGRAMME «JEUNES TALENTS»

p. 21

Édito

TOUS LES ESPOIRS SONT PERMIS

À l'aube de cette fin d'année 2019, nous ouvrons le dossier « Banques & Assurances ». Si l'on en croit les perspectives étudiées par les experts de la finance, le père Noël devrait nous apporter son lot d'espoir.

Par Anne-Marie Jobin

En effet, les projections à court terme de la croissance sont de 3,4 % en 2019 et 2020, sous l'impulsion du secteur non pétrolier (agriculture, mines et industrie) et de la diversification progressive de la base productive de l'économie. Au niveau de la demande, les exportations (+6,3 %) et l'investissement (+3,0 %) seront les principaux facteurs de croissance. L'inflation devrait rester faible, respectivement à 2,3 % et 2,5 % en 2019 et 2020. Les soldes budgétaire et courant devraient aussi s'améliorer. Comme pour les autres pays de la CEMAC, les principaux défis à relever par le Gabon sont d'une part le faible niveau des réserves, d'autre part la faiblesse de l'activité économique et enfin, la faiblesse de la protection des groupes vulnérables. Pour les relever et préserver les acquis, le pays doit rester aligné sur les efforts coordonnés des pays de la CEMAC et poursuivre sa consolidation budgétaire, sécuriser les dépenses prioritaires et poursuivre les réformes visant à améliorer le climat des affaires et la gouvernance afin de stimuler la croissance et la diversification de l'économie en partenariat avec le secteur privé. Le Gabon considère qu'il est essentiel pour sa stratégie de développement de viser une transformation structurelle de son économie. C'est pourquoi il a encouragé la transformation locale du bois, de l'huile de palme et du manganèse, élevant ainsi la contribution de son secteur manufacturier à 10 % du PIB. Le Gabon est aujourd'hui le premier exportateur d'Afrique de placage et de panneaux de bois, et se classe parmi les 10 premiers producteurs mondiaux. Trois usines de traitement d'huile de palme ont ouvert leurs portes et le pays exporte des produits dérivés de l'huile de palme, dynamisant ainsi son secteur agro-alimentaire.

Néanmoins, le 11 octobre, les autorités et les services du FMI sont convenus de l'urgence d'améliorer la qualité des dépenses publiques. La poursuite des efforts de rationalisation des dépenses courantes, notamment les transferts au profit des agences et établissements publics, couplée à la restructuration de certaines entreprises publiques structurellement déficitaires, notamment dans le secteur pétrolier, pourraient générer des marges de manœuvre nécessaires pour le financement des dépenses sociales et d'investissement. Il est aussi important de rénover le cadre de gestion des investissements publics, d'en renforcer le pilotage et de réviser le cadre juridique des marchés publics, notamment pour renforcer l'indépendance de l'Agence de régulation des marchés publics.

La mission du FMI « a noté avec satisfaction le paiement total des arriérés extérieurs et les mesures prises pour éviter toute accumulation de nouveaux arriérés extérieurs. Elle encourage les autorités à en faire de même avec la dette intérieure. Ceci contribuera à la relance de l'investissement privé. Enfin, il a été convenu que la poursuite des efforts en cours visant à améliorer le climat des affaires est indispensable pour générer une croissance soutenable et plus forte. Il s'agit de faciliter davantage la création et le développement des entreprises, notamment les petites et moyennes entreprises. Il sera aussi important de développer une stratégie d'inclusion financière nationale » ■

Soyons optimistes et engageons-nous puisque tous les voyants sont au vert.

Directeur de la publication

Philippe CHANDEZON
pchandezon@gmail.com
Cel. : +241 05 31 70 00

Directrice Générale & Journaliste
Anne-Marie JOBIN : +241 05 30 18 80
annemarie.jobin@economie-gabon.ga

Sécretaire de Rédaction
Manuella MENGUE M'EIYI
manuella@economie-gabon.ga

Responsable multimédia
Tél. : +241 01 44 11 62
contact@economie-gabon.ga

Responsable réseau de distribution
Jocelyne DOKASSE – Tél. : +241 01 44 11 62
servicecommercial@economie-gabon.com

Publicité & marketing :

241 01 44 11 62
servicecommercial@economie-gabon.com

Directeur artistique & infographie
Donald ELLA

Informations légales
MOBILITY MEDIA AFRICA Société
éditrice de : Economie Gabon+
Sarl au capital de 85.000.000 FCFA - RCM
N°2010B09428
Numéro statistique : 771 619 H
Récépissé de déclaration de constitution
d'un organe de presse N°0165/MCPEN/SG/
DCOM du 3 juin 2010

Régie publicitaire :
MEDIAGAB
Tél. : 01 44 11 62

Siège social

Immeuble BICP, BP 4562 Libreville-Gabon
Tél. +241 01 44 11 62

Site Internet : www.economie-gabon.ga

Facebook : facebook.com/economiegabon.plus

Twitter : twitter.com/EconomieGabon



Impression : Multipress
Tirage : 12 000 exemplaires
Tél. : 01 73 21 75 / 01 73 22 33



En décembre,
participez à notre
jeu sur Facebook et
Twitter pour gagner
un billet d'avion A/R
Libreville – Casablanca

LE SOMMET DE SOTCHI

Economie Gabon + diffuse cette interview de Monsieur Vladimir Poutine menée par l'agence Tass, dans laquelle le président russe informe de ses intentions de base avant le sommet de Sotchi. Nous nous engageons à rencontrer son excellence Monsieur Dmitry Kourakov, ambassadeur de Russie au Gabon pour lui demander quels sont les projets économiques envisagés en faveur de notre pays. Nous ne manquerons pas de suivre l'évolution des projets appelés à naître de cette coopération prometteuse.

À la veille du sommet Russie-Afrique de Sotchi, le président russe Vladimir Poutine a répondu à une interview exclusive de l'agence russe Tass. Pour sa part, il propose de bâtir avec les Africains des relations de partenariat équitables, fondées sur l'égalité en droit et l'intérêt pratique mutuel.



QUESTION : Le sommet de Sotchi est appelé à ouvrir un nouveau chapitre dans les relations entre la Fédération de Russie et les pays d'Afrique. Les participants amèneront à Sotchi leurs idées concernant le développement de la coopération. Et la Russie, qu'est-elle prête à proposer aux États du continent ? Quel est l'atout principal de votre pays que vous présenterez aux chefs des délégations lors du sommet ? Quel volume d'investissements russes dans l'économie des pays africains espérez-vous atteindre, disons, dans les cinq ans à venir ?

VLADIMIR POUTINE : La Russie et les pays africains sont liés par des relations traditionnellement amicales, éprouvées par le temps. Notre pays a joué un rôle significatif dans la libération du continent en soutenant la lutte des peuples d'Afrique contre le colonialisme, le racisme et l'apartheid.

Plus tard, nous avons aidé les Africains à protéger leur indépendance et leur souveraineté, à établir les États, à mettre en place les fondements des économies nationales, à créer des forces armées aptes au combat. Les spécialistes soviétiques puis russes ont construit d'importants sites infrastructurels, des centrales hydroélectriques, des routes, des entreprises industrielles. Des milliers d'Africains ont reçu une formation professionnelle de qualité dans nos grandes écoles. De nombreux leaders actuels des pays africains s'en souviennent bien et apprécient notre soutien. Nous n'oublions pas non plus ces pages de l'histoire.

Aujourd'hui, le développement et le renforcement des relations mutuellement avantageuses avec les pays africains et leurs groupements d'intégration font partie des priorités de la politique extérieure russe. Très bientôt, nous serons témoins d'un événement historique, sans précédent : le 24 octobre, Sotchi accueillera le sommet

Russie – Afrique. C'est le premier sommet à part entière qui rassemblera les leaders des pays africains et les dirigeants des groupements régionaux majeurs. L'idée d'organiser un tel événement a surgi il y a longtemps, mais il a fallu du temps et de grands travaux préparatoires pour qu'il devienne le point de départ de relations de partenariat équitables, fondées sur l'égalité en droit et l'intérêt pratique mutuel.

Nous attendons que nos collègues africains, représentants des milieux d'affaires, amènent à Sotchi un portefeuille important de propositions visant à élargir les relations bilatérales. Et que les dirigeants des organisations régionales africaines nous fassent part de leurs réflexions sur la manière de développer ensemble la coopération multilatérale. Nous allons examiner ces idées avec intérêt et réfléchir sur ce qui peut être réalisé dès maintenant et ce qui demandera une étude supplémentaire.

La Russie a également des projets concernant la croissance future de ses relations avec le continent africain. Nous souhaitons travailler et développer avec nos partenaires la coopération la plus concrète possible dans la déclaration finale. En outre, il est important de définir les mécanismes de réalisation des accords conclus lors du sommet à Sotchi.

Je suis persuadé que ce sommet sera une réussite, car toutes les conditions préalables nécessaires sont réunies. Aujourd'hui, les relations russo-africaines sont en plein essor. Un dialogue politique intense est en cours, y compris sur les questions de sécurité globale et régionale. Les liaisons interparlementaires s'élargissent. Le commerce mutuel augmente et se diversifie progressivement.

Conjointement avec la communauté mondiale, la Russie prête une assistance intégrée à l'Afrique, y compris pour réduire le fardeau de la dette des États de la région. Nous réalisons avec de nombreux pays des programmes d'échange de « dette contre le développement ». Nous aidons à lutter contre la propagation de maladies transmissibles (y compris la fièvre hémorragique Ebola), à surmonter les séquelles des catastrophes naturelles, à régler les conflits existants et à prévenir de nouvelles crises. Nous assurons la formation des cadres nationaux africains dans les universités russes à titre gratuit et commercial. Nous établissons des interactions dans le cadre des institutions de défense et des forces de l'ordre.

Mais l'ordre du jour de notre coopération est loin de se limiter à cela. Nos partenaires africains voient et apprécient que la politique extérieure de la Russie, y compris relative au continent, est constructive. Que notre pays qui est membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies se prononce pour la démocratisation de la vie internationale, soutient l'aspiration bien fondée des États africains à mener une politique indépendante et autonome et à définir leur avenir eux-mêmes, sans recommandations imposées. Nous ne soumettons pas notre soutien et les projets de développement proposés à des conditions politiques ou autres, aux préférences économiques et commerciales

prétendument « exclusives » qui sont en réalité léonines, nous n'imposons pas notre position – au lieu de cela nous respectons le principe proposé par les Africains eux-mêmes « solutions africaines aux problèmes africains ».

Concernant le volume éventuel des investissements en Afrique dans les cinq ans à venir, il est considérable – nous sommes actuellement en train de préparer et de mettre en œuvre des projets d'investissement avec une participation russe qui se mesure en milliards de dollars. Les ressources dont disposent la Russie et les entreprises russes sont importantes. À notre tour, nous attendons que nos partenaires créent des conditions stables et prévisibles et les mécanismes de protection des investissements indispensables au business, qu'ils assurent un climat d'investissement favorable.

QUESTION : Le monde moderne se distingue par une concurrence particulièrement élevée. La Russie est-elle prête à une compétition rude en Afrique, par exemple, avec la Chine ou les États-Unis ? Voyez-vous des risques de protectionnisme, de conflits commerciaux ou de concurrence malhonnête envers la Russie ? Quelles sont les méthodes de lutte ? Cette compétition ne nuira-t-elle pas aux partenaires africains ?

VLADIMIR POUTINE : Oui, effectivement, ce ne sont pas seulement les pays de l'Europe occidentale, les États-Unis et la République populaire de Chine qui sont intéressés par le développement des relations avec les pays d'Afrique, mais aussi l'Inde, la Turquie, les États du Golfe, le Japon, la République de Corée, l'Israël, le Brésil. Et ce n'est pas par hasard. L'Afrique devient de plus en plus un continent d'opportunités. Elle dispose d'énormes ressources et d'une potentielle attractivité économique. Ses besoins d'infrastructures augmentent, la population s'accroît rapidement et les demandes de cette dernière augmentent aussi. Donc, le marché intérieur et la consommation s'élargissent. Et là où il y a des perspectives considérables pour les investissements, pour le profit, il y a aussi la concurrence qui, malheureusement, dépasse parfois les bornes de la décence.

Nous voyons de nombreux États occidentaux recourir à la pression, à l'intimidation et au chantage envers les gouvernements des pays souverains africains. Par de telles méthodes, ils essaient de restituer l'influence et les positions dominantes perdues dans les anciennes colonies et – sous un « nouvel emballage » – de pomper des surprofits, d'exploiter le continent sans tenir compte ni des gens qui y vivent, ni des risques environnementaux ou autres. Et, peut-être, afin que personne ne s'oppose à cette politique, entravent-ils l'établissement de relations plus étroites entre la Russie et l'Afrique.

Bien sûr, nous tenons compte de ces réalités et nous en tirons les conclusions appropriées. Et nous sommes prêts, non à une « répartition » des richesses du continent, mais à une concurrence pour la coopération avec l'Afrique. L'essentiel est qu'elle soit civilisée et se développe dans un cadre légal. Nous avons bien quelque

chose à offrir à nos amis africains. C'est de cela, entre autres, qu'il s'agira lors du 1^{er} sommet de Sotchi.

Et, bien sûr, nous visons avec nos partenaires africains à défendre les intérêts économiques communs, à les protéger des sanctions unilatérales, y compris par la diminution de la part du dollar et le passage à d'autres monnaies dans les règlements mutuels.

Je suis persuadé que les Africains ne sont pas intéressés par l'escalade de la confrontation des grands pouvoirs sur le continent. Au contraire, ils préféreraient que la rivalité soit remplacée par la coopération dans la lutte contre les défis aigus en Afrique tels que terrorisme, la criminalité, le trafic de stupéfiants, la migration incontrôlée, la pauvreté, les maladies transmissibles dangereuses. Je le répète, c'est à ce travail que la Russie est prête.

QUESTION : Le modèle soviétique de la coopération avec les pays d'Afrique prévoyait souvent l'octroi de crédits. Cette politique s'est-elle justifiée ? Est-ce que la Russie prévoit de continuer la pratique d'octroi de crédits aux pays africains ? Quels sont les autres mécanismes de soutien aux pays africains que vous êtes prêt à discuter ?

VLADIMIR POUTINE : Sans aucun doute, le modèle soviétique, avec ses avantages et ses inconvénients, s'est avéré suffisamment efficace à l'étape de l'établissement des États africains. Aujourd'hui nous continuons à apporter une aide financière aux États d'Afrique. Cependant, si avant ces décisions étaient prises surtout pour des raisons politiques, aujourd'hui elles le sont dans le cadre de l'assistance humanitaire.

Quant à l'octroi des crédits, aujourd'hui ils portent un caractère de marché. Par exemple, la décision est prise sur l'octroi à l'Égypte d'un crédit de 25 m^{ds} de dollars pour la construction de quatre centrales nucléaires à El-Dabaa. Il s'agit justement d'un crédit de marché.

Je veux également noter qu'à l'époque post-soviétique, à la fin du XX^e siècle, la Russie a annulé les dettes des pays africains envers les états soviétiques pour un montant de 20 m^{ds} de dollars. C'était non seulement un acte de générosité, mais un geste pragmatique, car beaucoup d'États africains étaient incapables de régler les intérêts liés à ces crédits. C'est pourquoi nous avons estimé qu'il était optimal pour tous de prendre un nouveau départ pour la coopération.

Aujourd'hui, d'autres schémas s'appliquent à une partie de la dette restante. Par exemple, des accords intergouvernementaux sont réalisés selon le programme d'échange de « dette contre le développement » avec Madagascar, le Mozambique et la Tanzanie. Par analogie avec ces pays, nous prévoyons régler le reste de la dette de l'Éthiopie (163,6 millions de dollars) auprès de la Russie – le projet d'un accord est en cours de coordination.

Je voudrais aussi rappeler que la Russie apporte des contributions aux programmes internationaux d'assistance à l'Afrique dans le cadre du Programme des Nations unies pour le développement

(PNUD), de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), du Programme alimentaire mondial (PAM), de l'Organisation internationale de protection civile (OIPC). Parfois, l'aide est prêtée en nature. Ainsi, depuis 2011, nous avons fourni aux représentations du PAM en Afrique 258 camions KAMAZ. 75 autres camions viennent d'être expédiés.

Cependant, le recours aux nouveaux mécanismes financiers ne signifie aucunement le renoncement aux crédits, au contraire, il élargit et enrichit la palette des instruments d'aide au développement. Il favorise l'établissement de la coopération mutuellement avantageuse entre la Russie et les pays d'Afrique.

Tous ces problèmes seront examinés au forum économique des 23 – 24 octobre. Nous sommes prêts à écouter les propositions de nos partenaires africains et à faire part de nos propres considérations.

QUESTION : La coopération militaire et technique a été précédemment une des sphères de coopération de Moscou avec les pays d'Afrique. Existe-t-il des projets visant à élargir l'interaction dans ce domaine ? Préparez-vous des projets ou contrats concrets pour les discuter avec les participants au sommet ?

VLADIMIR POUTINE : Oui, effectivement, les traditions de notre coopération militaire et technique ont des racines profondes. Elle s'est formée aux toutes premières étapes de l'établissement des États africains et a joué son rôle dans la lutte des peuples du continent pour leur indépendance. Et nos partenaires africains l'apprécient hautement.

Aujourd'hui, des accords sur la coopération militaire et technique sont en vigueur avec plus de 30 pays africains auxquels nous expédions une large nomenclature d'armes et de matériel. Bien sûr, elle est expédiée en partie à titre gratuit. Mais c'est une pratique habituelle commune à tous les grands pays du monde.

Il est encourageant de voir que le partenariat militaire et technique continue à évoluer énergiquement. Et souvent ses initiateurs sont les pays africains eux-mêmes, qui sont conscients qu'il faut savoir protéger son indépendance et sa souveraineté. Y compris face aux groupes extrémistes et terroristes. C'est là une motivation supplémentaire pour l'interaction avec la Russie qui possède une expérience riche de la lutte contre le terrorisme, y compris en Syrie.

Nos partenaires africains participent activement aux forums et manœuvres militaires et techniques organisés par la Russie qui leur permettent de prendre connaissance des modèles prometteurs des armes et du matériel militaire russe, ainsi que de l'expérience de leur utilisation. Nous allons contribuer à la préparation des cadres militaires des États africains et participer à la formation des soldats de la paix africaine.

QUESTION : La coopération sociale et humanitaire est nommée parmi les sujets du sommet. Pourquoi la Russie vient-elle en aide à l'Afrique si les questions sociales sont loin d'être résolues à l'intérieur de la Fédération de Russie elle-même ?

VLADIMIR POUTINE : L'aide humanitaire à l'Afrique est mise en œuvre par de nombreux États du monde. Et dans chacun d'entre eux – que ce soient les États-Unis, la France, la Chine ou d'autres pays – les problèmes du secteur social, c'est-à-dire de la santé, de l'éducation, de la culture, sont loin d'être résolus.

La Russie octroie aussi de l'aide humanitaire aux États africains, mais sans réduire le financement de ses propres programmes. De plus, les valeurs de l'humanisme, de la charité, du soutien dans les moments difficiles, sont inhérentes à notre peuple.

Je vais vous citer un exemple récent. Comme beaucoup d'autres États, la Russie a apporté son aide aux pays africains frappés par le cyclone tropical Idai en avril 2019. Des convois humanitaires russes ont été expédiés au Zimbabwe, Malawi et Mozambique – tentes multiplaces, couvertures et produits alimentaires d'un poids de 30 tonnes pour chaque pays.

Nous continuons à participer activement à l'assistance intégrée à l'Afrique. Ainsi, depuis octobre 2017, la partie russe participe à la mise en œuvre au Mozambique du projet du Programme alimentaire mondial des Nations Unies pour la création d'un système d'alimentation scolaire, d'un montant de 40 millions de dollars. Et à Madagascar, un projet est mis en œuvre pour l'introduction de technologies modernes et d'équipements de désinfection, pour un montant atteignant 15 millions de dollars.

Nous aidons aussi nos amis africains dans le développement de la santé publique. Car les maladies transmissibles dangereuses ne connaissent pas de frontières. Ainsi, la Russie a été parmi les premiers pays à réagir à l'épidémie de fièvre hémorragique Ebola en assignant 60 millions de dollars à la lutte contre la maladie. Aujourd'hui, le « Centre de recherche microbiologique et de traitement des maladies épidémiologiques » fonctionne en Guinée. La Russie a également contribué à hauteur de 20 millions de dollars au programme de la Banque mondiale pour la réalisation de l'Initiative mondiale de la lutte contre le paludisme.

Et ces exemples sont nombreux. Je veux souligner : la participation de la Russie à la lutte contre la pauvreté, les maladies dangereuses ou contre d'autres menaces de caractère global et à la prévention des risques potentiels, comme on dit, « à distance » – correspond entièrement à nos intérêts nationaux.

QUESTION : Les questions de sécurité sont très aiguës dans de nombreux pays d'Afrique. Cela ne facilite pas la tâche aux entreprises russes. Allez-vous aborder des questions de sécurité lors du sommet et proposer des mesures pour son renforcement ? Comment la Russie est-elle prête à aider à surmonter les conflits sur le continent ?

VLADIMIR POUTINE : L'interaction dans le domaine de la sécurité régionale reste une composante importante dans les relations de la Russie avec les pays du continent africain. Ce n'est pas un hasard si le slogan de notre sommet est « Pour la paix, la sécurité et le développement ». Sans résolution de ces problèmes, aucune avancée progressive n'est possible.

La situation reste instable dans de nombreuses régions d'Afrique : certains conflits nationaux et ethniques ne sont pas réglés, les crises sociales et économiques aiguës ne s'arrêtent pas. Une activité intense est menée au nord de l'Afrique, dans la région du Sahara-Sahel, du Tchad et de la Corne de l'Afrique par de nombreuses organisations terroristes, y compris Daech, AlQaïda, « Boko Haram » et « AlShabab ». Les forces armées et les forces de l'ordre de nombreux pays africains ne sont pas capables de s'opposer seules aux combattants et ont besoin d'une aide importante.

Nous allons tenir le cap de l'élargissement des contacts entre les services spéciaux et les forces de l'ordre de la Russie et des pays d'Afrique dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, la criminalité organisée, la propagation de drogues, le blanchiment d'argent, la migration illégale, la piraterie.

La pratique de formation des cadres militaires nationaux et des agents des forces de l'ordre africaines dans les grandes écoles du ministère de la Défense et du ministère de l'Intérieur de Russie, y compris à des conditions préférentielles ou gratuitement, est très recherchée. Par exemple, au cours des cinq dernières années seulement, plus de 2 500 militaires des pays d'Afrique ont suivi des cours dans les établissements de formation militaire du ministère de la Défense de Russie.

Nos partenaires africains participent activement aux événements organisés par la Russie tels que le Forum militaire et technique international et les rencontres des hauts représentants chargés des questions de sécurité. Onze pays africains ont participé aux Jeux internationaux de l'armée « ArMI2019 ». Et le nombre de ceux qui voudraient s'y joindre augmente toujours.

Finalement, tous ces programmes poursuivent le même objectif – aider les Africains à résoudre eux-mêmes les problèmes existants de sécurité, ce qui permettra de renforcer les États africains, leur souveraineté et leur indépendance. Ce qui veut dire que la situation deviendra plus stable et prévisible dans le monde entier ■

Source : agence TASS

www.economie-gabon.com

SUR NOTRE SITE

ÉCONOMIE GABON+ FAIT PEAU NEUVE AVEC LA REFORTE DE SON SITE INTERNET... REDÉCOUVREZ L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE DU GABON ET DE LA DIASPORA À TRAVERS NOTRE VITRINE WEB

Flashez ce code avec votre Smartphone et visitez nous



f t in

INTERVIEW DE MONSIEUR LUIZ RENATO LOMBARDO TORRES, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE SETRAG

LA SETRAG SUR DE BONS RAILS

La Setrag a consolidé ses indicateurs de performance sur les 6 premiers mois de l'année 2019. Le volume global des marchandises transportées est estimé à 3,2 millions de tonnes, notamment grâce à la bonne tenue du trafic. Sur le plan commercial, le chiffre d'affaires induit par les différentes prestations s'est situé à près de 37 milliards de F CFA, soit une amélioration de 14,2 %.

Anne-Marie Jobin

ECONOMIE GABON + : Monsieur le directeur général, vous avez été nommé récemment par le conseil d'administration à la tête de la Setrag, quelle est votre feuille de route ?

J'ai en effet été nommé par le conseil d'administration de la Setrag du 17 septembre dernier pour poursuivre la transformation du chemin de fer transgabonais, dans le but d'améliorer ses performances et l'offre de transport faite à notre clientèle, tenir nos engagements en matière de sécurité et ainsi demeurer un acteur majeur du développement économique du Gabon.

ECONOMIE GABON + : Vous prenez vos fonctions dans un contexte marqué par l'accroissement du trafic ferroviaire. Comment comptez-vous appréhender cela ?

Je saisis l'occasion pour vous informer de l'augmentation de notre parc de matériel de traction à fin novembre, avec l'acquisition récente aux États-Unis de quatre locomotives

La Setrag a toujours tenu ses engagements envers l'ensemble de ses clients. La baisse temporaire de nos capacités de transport est consécutive à la perte de deux locomotives dans l'accident du 19 mai dernier, alors que nous nous trouvons en effet dans une période de croissance de la demande de transport. Malgré tout, nos partenaires peuvent être rassurés, la continuité et la qualité du service seront toujours une priorité pour l'entreprise.



■ Luiz Renato Lombardo Torres, directeur général de la Setrag

Par ailleurs, je saisis l'occasion pour vous informer de l'augmentation de notre parc de matériel de traction à fin novembre, avec l'acquisition récente aux États-Unis de quatre locomotives, dont deux sont déjà livrées sur le site de la Setrag. Leur mise en service devrait intervenir dans les semaines à venir et augmenter de façon progressive notre offre de transport.

ECONOMIE GABON + : Où en est le programme de renouvellement de la voie et de la modernisation des services ?

Nous avons pris des engagements vis-à-vis des plus hautes autorités du Gabon.

Le programme de renouvellement de la voie est l'un des chantiers prioritaires de la Setrag, je dirais même le chantier prioritaire pour les trois années à venir. Lors de ma prise de contact avec les autorités gabonaises, j'ai confirmé au ministre des Transport, des Infrastructures et de l'Équipement le déroulement de ce programme jusqu'à son terme.

S'agissant de la modernisation des services, nous sommes résolument engagés vers la transformation de notre outil de production et avons mis en place un ambitieux programme de formation adapté aux enjeux pour les salariés.

ECONOMIE GABON + : La Setrag a connu ces dernières années des avancées significatives sur le plan structurel et a beaucoup investi dans sa politique sociale. Peut-on en savoir plus ?

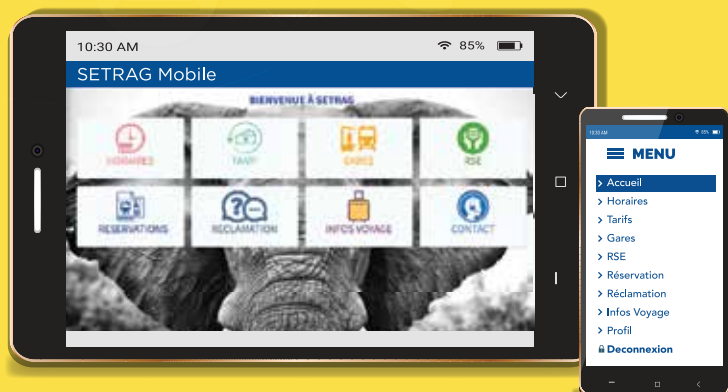
Effectivement, la Setrag s'est résolument engagée à être une entreprise socialement responsable et contributive vis-à-vis des populations riveraines de ses activités. Au cœur de cette nouvelle ambition, une attention particulière est portée à la jeunesse.

En 2018, 3 m^{ds} de F CFA ont été dédiés aux transports scolaires et à l'éducation par le biais de la réhabilitation d'écoles. S'agissant de la sécurisation des gares et des traversées piétonnes, des murs de clôture

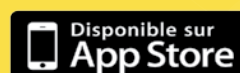


Découvrez le site Web et l'Application mobile de SETRAG

Rendez-vous sur
www.setrag.ga



Téléchargez l'Application SETRAG mobile sur



Pratique & Utile



Setrag_entreprise

#ONYEST!

et la construction de 6 passerelles sont en cours d'exécution. Un accent a été mis sur la santé avec les consultations gratuites aux populations dans les 8 unités de soins de l'entreprise entre Owendo et Franceville. Par ailleurs, un programme d'adduction d'eau et de connexion à l'électricité pour 700 familles gabonaises économiquement faibles a été mené à son terme. Enfin, en 2019, la Setrag a été nommée 2^e entreprise contributive par l'Office national de l'emploi au Gabon pour sa politique d'employabilité des jeunes, du fait de son engagement dans les contrats d'apprentissage avec une moyenne de 200 jeunes par an. En 2019, 175 contrats d'apprentissage jeunes (CAJ) ont également été transformés en contrat de travail Setrag. À noter aussi que la Setrag contribue activement à la politique d'insertion des jeunes par l'intermédiaire de son Centre de formation et de perfectionnement ferroviaire de Franceville (CFPF) qui fait l'objet d'un important projet de modernisation avec le concours de l'Institut de formation ferroviaire du Maroc (IFF). Tout ceci est en droite ligne de la politique impulsée par le groupe Eramet dans sa feuille de route lancée en juillet dernier, pour préserver le monde dans lequel il intervient. Son ambition est d'avoir un impact positif à l'égard des populations locales et des territoires dans lesquels il est présent.

Nos salariés font également l'objet de toute notre attention. À mon arrivée, j'ai rencontré les partenaires sociaux et nous échangeons régulièrement sur les sujets d'intérêt commun. J'ai également effectué des visites le long de la voie ferrée pour mesurer les attentes de l'ensemble du



■ Travaux de renouvellement de la voie

**En 2019, la Setrag
a été nommée
2^e entreprise
contributive par
l'Office national de
l'emploi au Gabon**

personnel de l'entreprise. Nous allons travailler en partenariat avec les représentants du personnel pour répondre au mieux aux attentes exprimées.

ECONOMIE GABON + : En termes concis, quelle est la contribution de la Setrag à l'économie gabonaise

La Setrag est l'un des acteurs majeurs de l'économie gabonaise. Le chemin de fer est un vecteur essentiel du développement et un levier stratégique indispensable de la croissance du Gabon. Il contribue à transporter près de 52 % des exportations et participe pleinement à l'essor national d'une part dans son rôle de service public de transport des voyageurs par le désenclavement des populations rurales, et d'autre part en assurant la circulation des marchandises

sur la voie ferrée dans 5 provinces sur les 9 que compte le pays. L'efficacité et la fiabilité en toute sécurité sont des atouts majeurs de l'entreprise vis-à-vis de sa clientèle nationale et internationale.

La Setrag assure pleinement ses missions régaliennes avec près de 1 200 salariés directs, dont 40 % sont répartis tout au long de la voie entre Ntoum et Franceville, contribuant ainsi à la création d'une chaîne de valeurs aux abords des gares et des cités d'habitation des employés. Il faut également compter plus de 1 000 emplois indirects le long de ce linéaire de 648 km.

Depuis 2017 se poursuit un vaste programme de remise à niveau des infrastructures de la voie (PRN) financé à hauteur de 200 m^{ds} de F CFA par l'État gabonais et la Setrag, avec le concours des bailleurs de fonds. La Setrag, c'est aussi plus de 1,3 million de voyageurs et plus de 23 millions de tonnes de marchandises transportées au cours des cinq dernières années.

ECONOMIE GABON + : Votre mot de fin ?

Nous poursuivons notre transformation pour assurer la pérennité de l'entreprise et le meilleur service à nos clients. La sécurité au travail et celle des riverains sont un impératif et demeurent au cœur de nos préoccupations, avec l'objectif zéro accident en ligne de mire. Quant à elle, l'amélioration de la qualité du service aux usagers du train n'est pas une option, mais un devoir. La Setrag entend ne ménager aucun effort pour atteindre ces objectifs ■

sodim tp

ISUZU

-25%

de remise sur les
pièces détachées

**DU 1 NOVEMBRE AU
31 DÉCEMBRE 2019**

**BÉNÉFICIEZ DE
NOTRE PROMO**

COUP DE COEUR

**100 %
ORIGINE**
QUALITÉ GARANTIE

INTERVIEW DE MONSIEUR SAÏD DJELLAB, MINISTRE DU COMMERCE EN ALGÉRIE

L'ALGÉRIE CONSOLIDE SES RELATIONS BILATÉRALES AVEC LE GABON

Du 11 au 17 novembre prochain, Monsieur Saïd Djellab, ministre du Commerce de l'Algérie et Monsieur Jean-Marie Ogandaga, ministre du Commerce, de l'Artisanat, des Petites et moyennes entreprises et de l'Industrie du Gabon, honoreront de leur présence une foire-exposition à fort potentiel. En effet, l'ambassadeur d'Algérie au Gabon, Monsieur Mohamed Antar Daoud, a officiellement annoncé la 3^e édition de la foire des produits algériens qui se déroulera comme l'an passé au Jardin botanique de Libreville.

Anne-Marie Jobin

Cette édition accueillera une centaine d'entreprises algériennes. Elle sera l'occasion de renforcer les liens commerciaux déjà établis et de consolider les relations de coopération bilatérale. Une visite de la zone économique à régime privilégié (ZERP) de Nkok est programmée. Elle permettra d'envisager les potentialités du pays en grandeur nature.



■ Saïd Djellab, ministre du Commerce algérien

ECONOMIE GABON + : quels sont les résultats concrets de l'exposition spécifique de l'année 2018 ?

L'exposition spécifique des produits algériens organisée à Libreville du 27 novembre au 02 décembre 2018 et conduite par des hauts responsables algériens et gabonais, a permis à nos deux communautés d'affaires de se rencontrer, probablement pour la première fois, d'échanger et de lancer les bases d'une véritable coopération économique se fondant sur la préservation des intérêts réciproques des deux parties.

Elle fut aussi l'occasion pour la partie algérienne de faire valoir le véritable potentiel économique actuel de l'Algérie en matière de diversification de l'économie nationale tandis que la partie gabonaise avait la possibilité de présenter aux entreprises algériennes participantes différents secteurs qui les ont fortement intéressées, notamment la filière bois et dérivés.

Les participants algériens ont également affiché une grande satisfaction quant au nombre et à la qualité des contacts et des contrats signés entre les deux parties. À titre indicatif, voici un échantillon de

ces contrats : protocole d'accord entre l'Eurl Agromavi (fabrication de matériel agricole) et des coopératives d'éleveurs COOP-E ; memorandum d'entente entre Eurl Génie rural et ETPHT (bois Gabon) ; contrat de distribution entre SNC Golden Drink et la société YAFRIB-Inter ; contrat de distribution entre Condor et SIMER – PREMALEN – MSB ; contrat de distribution entre Géant et Daoud Holding ; contrat de distribution entre Sarl Agro Consulting International (ACI) et le Comptoir africain de Libreville ; protocole d'accord et de coopération entre la CACI et la Chambre de commerce gabonaise ; contrat de partenariat entre Venus et Anwar Swaidan ; contrat de distribution entre TONIC et Green Net Service ; contrat de distribution entre le groupe Abidi (agroalimentaire) et Ceca Gadis ; contrat en négociation entre Global group SPA (Hyundai) et le concessionnaire Citroën Gabon ; contrat de distribution entre le groupe Abidi et EBTPM Import/Export.

S'agissant des secteurs qui ont remporté le plus de succès auprès de nos amis gabonais, il est difficile de circonscrire la réponse à quelques domaines ayant pu capter l'attention du monde économique et du citoyen gabonais, tant les

Pour cette édition, outre les secteurs déjà représentés, nous avons voulu étoffer notre participation par l'introduction de nouveaux secteurs d'activités

réactions récoltées auprès des entreprises algériennes après la manifestation, étaient dans leur majorité empreinte d'une grande satisfaction.

Néanmoins, les secteurs phares ayant fortement intéressés les visiteurs gabonais, aussi bien professionnels que les simples citoyens, concernent l'électronique et l'électroménager, les produits cosmétiques et d'emballage, les articles de plastique et matériaux de construction et l'industrie agroalimentaire et boissons.

ECONOMIE GABON + : D'autres domaines d'activités seront-ils représentés ? Si oui lesquels.

L'évaluation de notre dernière édition a fait ressortir la participation d'une soixantaine d'entreprises algériennes sur une superficie de 1 500 m², issues de secteurs aussi divers que l'agroalimentaire, l'industrie, le bâtiment et les travaux publics ainsi que l'artisanat et les services.

Pour l'édition 2019, et en dépit du nombre important de salons et foires auxquelles nos entreprises sont appelées à participer durant la première quinzaine du mois de novembre, que ce soit au Niger, en France ou en Arabie Saoudite, nous nous sommes fixé l'objectif de rééditer cette manifestation avec davantage de participants et la même qualité, mais également

Nous sommes passés d'un niveau des échanges de 250 000 dollars US au terme de l'année 2018 à un niveau très appréciable de 1,7 million de dollars enregistré à la fin du mois d'août 2019, soit une croissance de plus de 572 %

avec des ambitions à la hauteur de nos deux pays pour consolider nos relations économiques.

En effet, pour cette édition, outre les secteurs déjà représentés, nous avons voulu étoffer notre participation par l'introduction de nouveaux secteurs d'activités. Il s'agit tout d'abord du secteur de l'industrie pharmaceutique qui sera représenté par deux grands laboratoires pharmaceutiques ayant déjà mis sur le marché africain des médicaments dont les prix sont les moins chers au monde et les capacités thérapeutiques avérées. Une autre filière industrielle sera présente pour la première fois lors de cette manifestation, car elle réalise en Algérie des performances inégalées lui permettant aujourd'hui de pouvoir placer ses produits. Il s'agit de l'industrie du ciment qui peut mettre sur le marché gabonais du ciment à des prix très compétitifs. Enfin, le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) ainsi que de la numérisation est en pleine émergence en Algérie, avec la poussée des start-ups dans plusieurs domaines d'activités.

ECONOMIE GABON + : L'arrivée annoncée de la compagnie Air Algérie est très attendue. Qu'en est-il de ce projet ?

Il est vrai que la compagnie Air Algérie avait programmé le lancement de la desserte aérienne Alger-Libreville au cours de l'année 2018, mais les engagements pris par la compagnie nationale ne lui ont probablement pas permis de concrétiser cette ambition.

Néanmoins, il est quasiment certain que ce projet connaîtra une mise en œuvre dans les meilleurs délais, dès lors que les partenaires économiques algéro-gabonais auront suffisamment développé leurs échanges et leur partenariat, induisant ainsi la nécessité pour les deux pays de les accompagner sur

le plan logistique en rapprochant ces deux communautés d'affaires.

ECONOMIE GABON + : Avez-vous des objectifs particuliers cette année ?

Nous comptons mobiliser tous les moyens humains et matériels pour que cette exposition spécifique de produits algériens à Libreville soit couronnée d'un grand succès, car nous n'avons pas le droit de décevoir nos opérateurs économiques qui ont su enclencher une dynamique économique, il y a de cela même pas une année.

Cette dynamique est devenue une réalité palpable lorsqu'on se réfère aux échanges économiques développés durant les 8 mois écoulés de l'année 2019.

En effet, en un espace de temps très court, nous sommes passés d'un niveau des échanges de 250 000 dollars US au terme de l'année 2018 à un niveau très appréciable de 1,7 million de dollars enregistré à la fin du mois d'août 2019, soit une croissance de plus de 572 %.

Alors que les importations algériennes ont concerné notamment les ferro-alliages pour un montant de 1,4 million de dollars et des traverses en bois pour voies ferrées pour un montant de 70 000 dollars, les exportations algériennes, en hausse de 16 %, soit 210 000 dollars, ont concerné les appareils récepteurs de télévision, les produits de biscuiterie et la margarine ainsi que les produits cosmétiques et désodorisants.

Pour l'avenir, nous estimons que de grandes possibilités de coopération peuvent être développées entre nos deux pays qui, à la veille de l'adhésion à la zone de libre-échange continentale africaine, sont tenus de trouver les moyens nécessaires pour permettre à nos deux communautés d'affaires de faire fructifier ce qui a déjà été engagé et tracer ensemble une ambition à la hauteur des deux nations. Dans le cadre du développement des échanges commerciaux intra-africains, l'Algérie et le Gabon peuvent devenir l'exemple que les pays africains sont capables de renforcer l'intégration intra-africaine ■

www.economie-gabon.com

SUR NOTRE SITE

ECONOMIE GABON+ FAIT PEAU NEUVE
AVEC LA REFORME DE SON SITE INTERNET...
REDECOUVREZ L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE
DU GABON ET DE LA DIASPORA À TRAVERS
NOTRE VITRINE WEB

Flashez
ce code
avec votre
Smartphone
et visitez
nous





République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère du Commerce
Société Algérienne des Foires et Exportations

EXPOSITION | **DES PRODUITS**
SPÉCIFIQUE | **ALGÉRIENS**
À LIBREVILLE | **12 - 17 NOVEMBRE 2019**

Jardin Botanique

CONSOMMONS
AFRICAIN



Horaires d'Ouverture
10H 00 - 19H 00

INTERVIEW DE MADAME SANA SIONNE,
DIRECTRICE GÉNÉRALE DE CANAL + GABON

CANAL+ VA ENCORE + LOIN

Depuis plus de 25 ans, CANAL+ a pour objectif d'offrir le meilleur de la télévision en Afrique, en proposant différentes formules d'abonnement ainsi que des offres accessibles et en constante évolution. Le groupe est présent au Gabon par l'intermédiaire de sa filiale CANAL+ Gabon qui, avec plus de 1 000 points de vente dans tout le pays, génère environ 2 000 emplois directs et indirects.

Anne-Marie Jobin



■ Sana Sionne, directrice générale de CANAL + GABON

ECONOMIE GABON + : Madame Sana Sionné, vous êtes au gouvemail de CANAL + Gabon depuis 6 mois. Acceptez-vous de vous présenter à nos lecteurs ? Quel est votre parcours ?

J'ai intégré le groupe CANAL + il y a 7 ans en qualité de chef de projets pour le lancement de nos nouvelles filiales en Afrique. J'ai ouvert celles du Burkina Faso et du Congo Brazzaville, puis occupé le poste de directrice des ventes de notre filiale burkinabè avant de revenir au siège pour gérer la *Business Unit* (domaine d'activités stratégiques) qui regroupe toutes nos activités TNT au Congo Brazzaville et en RDC. J'ai également participé à la préparation du lancement de nos offres TNT en Côte d'Ivoire. Je suis à présent Directrice générale de CANAL+ Gabon et GVA Gabon.

ECONOMIE GABON + : Quels sont les principaux problèmes que vous rencontrez sur le plan administratif, technique, humain ?

J'avoue ne pas trouver de comparatif au marché gabonais. En effet, le pouvoir d'achat, le taux d'électrification, le niveau d'éducation, le taux de bancarisation ou encore la qualité de la connexion Internet sont supérieurs comparés aux autres marchés africains dans lesquels j'ai pu travailler. De ce fait, et notamment grâce à nos tarifs accessibles et identiques à travers l'Afrique, le taux de pénétration de notre offre au Gabon est l'un des plus élevés du continent. Mis à part dans le domaine de la lutte anti-piratage, nous ne rencontrons pas de problème particulier sur le plan tech-

nique et humain. Sur le plan administratif, nous sommes accompagnés par plusieurs cabinets conseil afin de respecter parfaitement la réglementation du pays.

ECONOMIE GABON + : Canal + vient d'innover et de produire une télé-réalité hebdomadaire baptisée « Basket Academy ». Qu'est ce qui a motivé la chaîne pour qu'elle produise et investisse dans ce créneau en avant-première puisque c'est réellement une première sur le continent ? Êtes-vous satisfaits de l'audimat ?

CANAL+ Afrique cherche à s'adapter au continent avec comme première ambition de se rapprocher de nos téléspectateurs. Pour atteindre cet objectif, nous nous sommes appuyés sur un de nos piliers stratégiques : la production de contenus africains. Par exemple, nous avons créé une chaîne A+ 100 % africaine et développons de plus en plus de programmes spécifiquement dédiés à nos abonnés tels que : *Réussite* ; *Bonjour Santé* présenté par Joëlle Ndong ; *Rendez-vous*, magazine dont deux numéros ont déjà été dédiés au Gabon ; *Le Parlement du Rire* auquel participent les humoristes Omar Defundzu, Manitou et Yann Koko ; *Talents d'Afrique* ou encore *Fort Boyard Afrique* pour lequel nous avons la chance d'avoir la participation de Shan'L, Koba Building, Chef Anto, Serge Abessolo et Joëlle Ndong.

C'est dans cet esprit que la série

de télé-réalité *Basket Academy* a été produite. Beaucoup de sujets tournent autour du foot, mais il faut savoir que le basket est le 2^e sport le plus prisé au Gabon. Nous étions également sponsor de l'association Basket Academy depuis 5 ans. C'est pour ces différentes raisons que nous avons décidé de tourner ces images au Gabon. Les premiers retours que nous avons de ce programme sont plutôt positifs, mais il est encore trop tôt pour se prononcer. La résonnance du succès se calculera aussi sur les statistiques recueillies dans les 25 pays dans lesquels est diffusée cette télé-réalité.

ECONOMIE GABON + : Où en êtes-vous concernant les problèmes de piratage ?

Malheureusement c'est un souci récurrent au Gabon. Lutter contre le piratage audiovisuel qui perdure est un combat quotidien. Il faudrait que les gens comprennent que c'est tout un secteur qui est attaqué et que cela ne bénéficie à personne. En effet, en s'affranchissant des coûts de production et de diffusion des programmes qu'ils diffusent sans autorisation (droits, taxes etc.), certains opérateurs locaux ou des réseaux pirates internationaux sur Internet peuvent proposer des contenus premium à bas coût ou gratuits. C'est une concurrence déloyale et un manque à gagner notamment pour les diffuseurs légitimes qui ne peuvent plus investir dans la production locale, mais aussi pour l'État qui perd des dizaines de milliards de F CFA en ressources fiscales. Les impacts sociaux sont multiples. Ce sont des milliers d'emplois perdus, l'absence de cryptage/code parental, des contenus non contrôlés qui peuvent être choquants pour les jeunes. La problématique s'accroît encore avec le développement d'Internet.

ECONOMIE GABON + : La fibre optique gérée par le groupe GVA rencontre-t-elle le succès attendu ? Quels secteurs sont encore en attente d'être desservis ?

Le déploiement de la fibre optique satisfait pleinement les foyers et les entreprises connectés. Nous couvrons déjà une très grande majorité de l'agglomération de Libreville, depuis le quartier Amissa (commune d'Akanda) jusqu'au port d'Owendo. Nous sommes actuellement en cours de déploiement dans les PK, les résidents de ces quartiers pourront prochainement souscrire à Canalbox.

ECONOMIE GABON + : La salle de cinéma édifée par le groupe à Port-Gentil est-elle opérationnelle ? Il était question que l'identique soit construite à Libreville. Est-elle toujours en projet ?

Oui ! La salle CANALOLYMPIA MANDJI'OZANGUE de Port-Gentil est opérationnelle et appréciée par le public. Nous la louons aussi puisqu'elle est privatisable. Concernant la salle de Libreville, nous sommes toujours à la recherche d'un terrain.

ECONOMIE GABON + : Quels sont vos objectifs ?

Nous avons quasiment atteint le nombre maximum d'abonnés au Gabon. En conséquence, nous travaillons sur la satisfaction de nos clients et leur fidélisation. Pour cela, nous souhaitons les faire bénéficier de contenus qu'ils apprécient, qui leur parlent, auxquels ils s'identifient. Notre enjeu est ce que nous appelons la consommation de la base. Nous obtenons des résultats grâce aux efforts conjugués de l'ensemble de nos équipes et des 2 000 personnes avec lesquelles nous travaillons quotidiennement. Tous les éléments sont analysés : audiences ; retours des téléspectateurs sur nos réseaux sociaux, dans nos boutiques ou au call center ; feedbacks de nos salariés, de notre réseau de distribution, de nos agents du call center ou encore de nos techniciens agréés. C'est ainsi que nous avons appris sans trop de surprise que nos abonnés espéraient le retour des magazines de M6 le plus rapidement possible, ce que nous avons fait le 15 octobre dernier. Nous avons entendu et écouté le souci de parents qui souhaitaient recevoir une chaîne éducative et d'éveil. Nous l'avons créée et baptisée LUDIKIDS. Elle est dédiée aux enfants de 3 à 7 ans. Les femmes réclamaient une chaîne culinaire : la chaîne Cuisines sera disponible à partir du 15 novembre prochain. « Chef O'miel », le célèbre chef gabonais, participera sur cette chaîne à un programme culinaire dédié à la gastronomie africaine, « Recettes d'Afrique ».

ECONOMIE GABON + : Souhaitez-vous évoquer un sujet que je n'ai pas abordé ?

Nous n'avons pas abordé notre implication dans le domaine de la formation. Nous avons tout un programme que nous appelons CANAL+ University. À date, nous avons formé plus de 100 vendeurs, 150 techniciens et une trentaine de personnes dans le secteur de l'audiovisuel. Ainsi, dans le cadre des Sambas Professionnels, nous avons invité Joëlle Ndong à venir former 20 personnes aux métiers du journalisme et nous invitons régulièrement ces derniers à découvrir les coulisses de notre univers. Également dans le cadre de notre programme de formation panafricain « L'Afrique au féminin », nous avons sélectionné cette année la réalisatrice et journaliste gabonaise Wivine Ovandong.

Ce pan de nos activités reste dans l'ombre, mais son efficacité est notable ■

Radisson BLU
OKOUME PALACE HOTEL
LIBREVILLE

KOBU

ENEZ DÉCOUVRIR
NOTRE OFFRE SPÉCIALE
DU MERCREDI
AU RESTAURANT KOBU

À PARTIR DE 17H00

ENTRÉE CHAUDE
PLAT
DESSERT

19 000 FCFA
PAR PERSONNE

TÉL: 01 44 80 00
05 40 57 93

SUSHI MANIA

FEEL THE DIFFERENCE

radissonblu.com/hotel-libreville

INTERVIEW DE MONSIEUR LÉOD PAUL BATOLO, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMILOG

LA RSE : UNE PRIORITÉ MAJEURE POUR LA COMILOG

Cette interview pourrait reprendre tous les superlatifs concernant les succès résultant des bonnes performances de la COMILOG, tant sur le plan productif que financier. Malgré les intérêts communs que cela présente, Economie Gabon + choisit de livrer à nos lecteurs des informations trop peu médiatisées. Nous considérons que la discrétion de la COMILOG à l'égard de sa politique RSE justifie que nous posions des questions à Monsieur Léod Paul Batolo.

Anne-Marie Jobin



■ Léod Paul Batolo, directeur général de la COMILOG

ECONOMIE GABON+ : Monsieur L.P. Batolo, la COMILOG lance un programme RSE inédit. Avant de le développer, acceptez-vous de récapituler les actions menées en faveur de vos collaborateurs et des Moandais ?

Je vous remercie de m'offrir l'opportunité de parler d'un sujet aussi passionnant que celui de la RSE.

En effet, entreprise citoyenne depuis sa création, Comilog, a toujours œuvré pour le développement des communautés qui l'entourent. C'est ainsi qu'elle s'était dotée d'une infirmerie qui est devenue un hôpital dans lequel travaillent différents spécialistes. C'est une structure sanitaire ouverte à l'ensemble des habitants de Moanda et des villes situées aux alentours. Toujours dans le même esprit, l'entreprise a mis sur pied le groupe scolaire Henri Sylvoz qui compte aujourd'hui plus de 1 400 élèves du pré-primaire à la classe de terminale. Les résultats sont brillants, avec des taux de réussite de 99 % au bac et 90 % au BEPC en 2018. Sur le plan sportif, l'entreprise comprend une association omnisports baptisée « Mangasport » qui occupe depuis plusieurs années des places de leader dans plusieurs disciplines, notamment le football, le basket, le judo, le karaté ou le golf. C'est dire que l'entreprise s'est toujours engagée auprès des communautés. En 2018, consécutivement

à nos bonnes performances industrielles, nous avons décidé de redynamiser notre investissement sociétal, avec le soutien de la présidente du groupe Eramet, madame Bories. C'est ainsi qu'en juillet de la même année, nous avons tenu à la mairie de Moanda une réunion publique à laquelle participaient toutes des autorités administratives et politiques, des représentants des jeunes, des femmes et hommes de Moanda, dans l'optique de recueillir leurs préoccupations. C'est sur cette base que nous avons bâti ensemble un plan triennal RSE prenant en compte leurs préoccupations immédiates et à moyen et long terme. Ce plan a été partagé avec notre autorité de tutelle. Il comprend plusieurs axes allant de la voirie à la santé, en passant par l'éducation et l'accompagnement des communautés locales. En termes d'actions immédiates, les populations ont émis le souhait que nous puissions les soulager en entreprenant des travaux d'envergure sur les voiries de la ville.

C'est ainsi qu'en janvier 2019, après des appels d'offres transparents, nous avons procédé en présence du Premier ministre Julien Nkoghe Békale, au lancement des travaux de réhabilitation de l'artère principale de Moanda sur un linéaire de près de 4 km. Avant cela, nous avions également procédé à une réhabilitation des voies secondaires de la ville pour un linéaire de 12 km.

Notre plan comprend plusieurs axes allant de la voirie à la santé, en passant par l'éducation et l'accompagnement des communautés locales

Aujourd'hui ces travaux sont en cours, même si nous avons enregistré un léger retard à cause de soucis majeurs, liés notamment à l'approvisionnement en granulats et à la réfection des canalisations d'eau vétustes qui datent de plus de 40 ans. Je puis vous rassurer qu'au final, nous aurons une route urbaine réalisée dans les règles de l'art, car l'accompagnement du chantier se fait par le bureau de contrôle du ministère des Travaux publics. Outre la réhabilitation des voiries de la ville, nous avons entamé des discussions avec la mairie de Moanda dans l'optique de mettre sur pied un partenariat public-privé pour une gestion intégrée des ordures ménagères dans notre cité.

Par ailleurs, nous avons signé en 2019 une convention de partenariat avec le SAMU social gabonais qui dispensera les soins de proximité aux populations de Moanda et de Bakouma. Ce service sera bientôt effectif.

Toujours pour répondre aux doléances des populations de notre ville, dans le domaine de l'éducation, Comilog a procédé à la réfection de plus de 95 salles de classe, construit 2 salles multimédia et réhabilité plus de 40 sanitaires dans l'ensemble des établissements publics primaires et secondaires. Ce sont plus de 8 000 élèves qui apprécieront ces meilleures conditions matérielles en tant qu'apprenants. Ces infrastructures ont été remises officiellement le 25 octobre dernier.

Toujours dans le domaine de l'éducation, nous lançons une section de formation dans le secteur du génie civil, en partenariat avec le lycée technique de Moanda. Cette section concerne 250 jeunes Gabonais de la localité et des environs qui, une fois formés, seront mis à la disposition des entreprises sous-traitantes qui opéreront sur le chantier de construction de la nouvelle mine de Comilog, dans le cadre du projet Comilog 2020.

Outre cet ambitieux plan triennal RSE, la Comilog a décidé en janvier 2019, dans le cadre de son activité industrielle, de procéder à une délocalisation physique

Nous sommes de ceux qui pensent que les entreprises peuvent et doivent jouer leur partition dans le développement économique et social du pays

des populations. À cet effet, nous avons prévu la construction de plus de 400 maisons qui accueilleront ces populations déplacées. Ce projet qui redémarrera d'ici la fin de ce mois, a connu un léger frein du fait de la prise en compte de certaines normes internationales.

Avec toutes ces actions, nous marquons une fois de plus notre solidarité aux populations de la localité, mais apportons également un accompagnement à l'action des pouvoirs publics. L'État ne peut pas tout faire et nous sommes de ceux qui pensent que les entreprises peuvent et doivent jouer leur partition dans le développement économique et social du pays.

La Comilog s'est toujours engagée dans cette voie et

compte poursuivre ainsi. D'ailleurs, dans cette optique, nous sommes déjà en train de mener des réflexions pour l'après manganèse.

Nous considérons que même si l'après manganèse n'est pas pour aujourd'hui, nous sommes conscients que le temps passe vite et que demain se prépare aujourd'hui.

ECONOMIE GABON+ : Outre l'ambition de devenir un leader minier et métallurgique respectueux de l'environnement, vous vous engagez donc dans l'ouverture d'une nouvelle mine ? Pouvez-vous développer ?

En effet depuis 1962, Comilog extrait son manganèse du plateau Bangombé. Aujourd'hui, pour éviter tout déclin de notre production et maintenir notre place parmi les leaders mondiaux, nous avons l'obligation de mettre en exploitation le plateau Okouma. Comme vous le savez, notre ambition est de produire 7 millions de tonnes d'ici 2023, d'où le projet Comilog 2020 qui consiste en l'ouverture d'une nouvelle mine sur le plateau Okouma.



VALORISER



SENSIBILISER



FORMER



ACCOMPAGNER



S'OUVRIRE



743 LIBREVILLE

2016AGACI@GMAIL.COM

(+241) 06 84 61 90 / 07 42 99 55

FACEBOOK.COM/AGACINTERNES/

LINKEDIN.COM/COMPANY/AGACI-GABON/

Cette future mine du XXI^e siècle est déjà assez avancée. Une équipe projet travaille en étroite collaboration avec l'ensemble des administrations de notre pays afin que toutes les étapes nécessaires puissent être franchies avec succès. Consécutivement à l'étude d'impact économique et social réalisée sur le terrain, nous avons déjà obtenu l'accord de la direction générale de l'Environnement. Nous échangeons de manière régulière avec notre administration de tutelle sur l'évolution de ce dossier qui est déterminant pour l'avenir de Comilog et du Gabon en qualité de producteurs de manganèse. Nous sommes en discussion avancée avec notre bailleur de fonds potentiel, la Banque mondiale. Sur le terrain, nous sommes en train de procéder au déplacement des cultures et des populations environnantes. Les phases d'indemnisation se déroulent dans un esprit constructif et les voies d'accès au site sont en cours de réalisation. C'est un projet important qui mobilise beaucoup d'énergie, de moyens humains et financiers. Un projet qui nécessitera la transformation profonde de notre entreprise à tous points de vue, au niveau du management, des process, etc. Un projet qui permettra de revisiter notre culture sécurité et gestion environnementale afin d'être au niveau d'une entreprise de classe mondiale.

ECONOMIE GABON+ : Qu'en est-il de la féminisation des effectifs ?

Comilog est une entreprise qui a su évoluer et intégrer la population féminine au plus haut niveau de responsabilité. Alors que nous pensions que certaines activités étaient réservées aux hommes, au fil du temps, nous avons pu intégrer beaucoup de femmes dans ce milieu masculin. Aujourd'hui, les femmes représentent près d'un quart de nos effectifs (1 900 collaborateurs). On les retrouve dans tous les secteurs d'activités et à tous les niveaux. Certaines femmes conduisent avec aisance nos fameux « Dumpers » – des camions de plus de 100 tonnes –, d'autres, au niveau de la mine, sont ingénieures, mécaniciennes, des électriciennes. À l'ouverture du Complexe métallurgique de Moanda (CMM), nous avons embauché une centaine de femmes qui tiennent bien leur poste. Ainsi, nous avons pu évoluer en intégrant notre personnel féminin pour qu'il contribue activement aux performances de l'entreprise.

ECONOMIE GABON+ : Donc, en théorie, tout va bien dans le meilleur des mondes.

Aujourd'hui, les femmes représentent près d'un quart de nos effectifs (1 900 collaborateurs). On les retrouve dans tous les secteurs d'activités et à tous les niveaux

Mais est-ce que tous ces avantages, j'ose dire privilèges, se traduisent effectivement par des relations parfaites entre employés et employeurs ? Combien comptez-vous de collaborateurs à la Comilog et combien de sous-traitants travaillent pour et avec la Comilog ?

Comme toute entreprise, nous rencontrons aussi des difficultés quotidiennes que nous essayons de gérer au mieux grâce au concours de toutes nos forces vives. Comme je vous le disais, l'entreprise compte près de 1 900 collaborateurs sur l'ensemble des sites de Moanda et Owendo. En interne, nous avons tous conscience de la nécessité de transformer notre entreprise en essayant de nous arrimer aux meilleures pratiques afin de pouvoir faire face à la concurrence redoutable dans notre secteur d'activité. Une des forces de notre entreprise demeure la culture permanente du dialogue social. Aujourd'hui, dans notre transformation inéluctable, nous prenons en compte la sous-traitance qui est nombreuse. Nous avons l'obligation d'entraîner nos sous-traitants dans notre dynamique du changement à tous les niveaux afin qu'ils acquièrent les bonnes pratiques en matière de sécurité, d'environnement, de respect du droit du travail en vigueur en République gabonaise. Aujourd'hui, nous comptons de nombreux sous-traitants à qui nous martelons au quotidien le respect des conditions à remplir pour les appliquer au sein de nos installations. La tâche n'est pas toujours facile, pour autant nous ne ménageons pas nos efforts pour que cela fonctionne.



ECONOMIE GABON+ :
Vos activités sont inévitablement génératrices de pollution environnementale. Quelles

solutions avez-vous trouvées pour les minimiser au maximum ?

Effectivement, toute activité industrielle génère d'une façon

ou d'une autre de la pollution. Mais nous avons tiré les leçons du passé en nous arrimant aux meilleures pratiques environnementales en vigueur au Gabon et à l'international. Notre entreprise a fait

énormément d'efforts depuis l'épisode de la rivière Moulili. Nous avons réuni des experts internationaux pour réfléchir aux solutions idoines quant à la réhabilitation de cette rivière et les résultats sont là. Nous avons extrait plus de 15 millions de tonnes de sédiments. Nos infrastructures industrielles les plus récentes ont été construites dans le respect de l'ensemble des exigences nationales et internationales en ce domaine. Ainsi, comme je l'ai mentionné plus haut, nous avons passé avec succès les exigences de l'administration gabonaise dans le cadre de la construction de la future mine avec le projet Comilog 2020. Nous avons mis en place une politique environnementale qui est audité de manière permanente. Il faut savoir que la Comilog est certifiée ISO 14 002 depuis 2012 et que nous comptons aller au-delà en favorisant toujours les meilleures pratiques ■



SPONSOR OFFICIEL

MARATHON DU
GABON

DEPUIS 7 ANS DÉJÀ !



BANQUES & ASSURANCES

LES PILIERS D'UNE ÉCONOMIE CROISSANTE



ASSURANCES : EN AFRIQUE, LES DÉFIS REPRÉSENTENT « UN GISEMENT D'OPPORTUNITÉS »

Anne-Marie JOBIN

Assureurs et réassureurs africains et asiatiques, mais aussi européens, actifs sur ces deux marchés, se sont réunis à Marrakech du 23 au 25 septembre pour débattre des nouvelles conditions de leur business. L'amplification de défis inhérents au secteur, notamment en Afrique, leur fait percevoir de nombreuses opportunités. Explications.

Le taux de pénétration de l'assurance en Afrique oscille autour des 3 %. La palme d'or revient à l'Afrique du Sud qui atteint les 17 %. Le Maroc affiche quant à lui un taux de pénétration de 3,08 %. En d'autres termes, les sommes payées pour garantir les risques restent, en général, extrêmement faibles par rapport à la richesse produite par les pays africains. De ce fait, le continent fait figure de poids plume sur le marché mondial de l'assurance. En effet, d'après les données de Swiss Re, sur les 5 193 m^{ds} de dollars de primes

émises en 2018 (en hausse de 4,8 % en glissement annuel), les primes émises en Afrique ne représentent que 1,8 %.

Pourtant, l'Afrique compte 1,5 m^d d'habitants et selon les Nations unies, la croissance démographique du continent est telle que sa population devrait doubler d'ici 2050. La classe moyenne est en constante croissance. Et pour ces raisons et bien d'autres, l'Afrique se transforme de plus en plus en centre d'affaires stratégique pour le monde, exposant les entreprises à de nouveaux risques, lesquels multiplient les défis auxquels doit faire face le secteur de l'assurance et de la réassurance. Mais pour les professionnels, les réalités du continent et les défis auxquels sont confrontés les assureurs et les réassureurs représentent « un gisement d'opportunités » pour le secteur.

ET SI LES ASSUREURS TRAIENT PARTI DU MOBILE ?

Outre les défis classiques que connaissent les marchés tels que la délicate question du protectionnisme, la gestion des risques de souscription, les questions réglementaires ou la recrudescence des catastrophes, le défi technologique émerge comme l'un des chevaux de bataille des compagnies d'assurance en Afrique. Si le secteur bancaire réussit tant bien que mal à capter une frange de la population non-bancarisée grâce au *mobile banking*, celui des assurances n'en est pas encore à ce stade. Toutefois, certains établissements financiers parviennent à étoffer leurs portefeuilles au moyen de la banque-assurance. Cependant, les professionnels estiment que la faiblesse des revenus d'une importante partie des populations africaines, mais aussi la non-culture de l'assurance (car parfois ceux qui en ont les moyens n'y recourent pas), sont autant de facteurs qui ralentissent la pénétration des services d'assurance dans la région.

LA PISTE DE LA MICRO-ASSURANCE ET SES LIMITES

Le défi du secteur des assurances en Afrique est l'adaptation de l'offre au pouvoir d'achat des Africains. En ce sens, la microassurance émerge selon les professionnels comme un créneau à prendre en compte. Tous les experts identifient l'agriculture et la santé comme des domaines porteurs pour ce type de services. Si la microassurance se distingue comme une solution pour propulser le taux de pénétration de l'assurance en Afrique, les professionnels y voient également quelques limites en termes de business. Car à condition de couvrir une très grande population, les revenus de la microassurance sont plus faibles que ceux de l'assurance classique jusqu'ici proposée à travers le continent. De plus, les services de microfinance ne peuvent se permettre des charges élevées ■



■ Michel Valette, directeur général ASCOMA



■ Clément Chadeau, directeur général GECAR

INTERVIEW CROISÉE ADRESSÉE À DEUX COURTIERES EN ASSURANCE DE LIBREVILLE

ASCOMA ET GECAR S'EXPRIMENT

Les courtiers en assurance jouent un rôle d'intermédiaire entre leurs clients et les différentes compagnies d'assurance. Le rôle principal du courtier est de conseiller ses clients. Pour ce faire, il doit analyser les besoins de chacun d'eux en fonction de leur situation respective afin de leur proposer des solutions adaptées. Le courtier est le représentant de chacun de ses assurés en cas de sinistre et se positionne comme défenseur auprès des compagnies d'assurance. Étudier, informer, accompagner, sont les missions journalières d'un courtier en assurances. Le courtier est aussi et surtout un négociateur qui se doit de faire jouer la concurrence entre les compagnies d'assurance.

JAM

Dans cette édition, nous développons le dossier « Banques et Assurances ». Les principaux courtiers de la place ont accepté de répondre individuellement aux mêmes questions.

ECONOMIE GABON+ : Comment se porte votre secteur d'activités ?

GECAR — Notre bonne santé étant intimement liée à celle de nos clients et de l'économie en général, je dirais que le pire est passé. Après 4 années consécutives de recul des volumes de primes d'assurance, le marché s'est stabilisé et il est même reparti à la hausse sur le premier semestre 2019. Lorsqu'un marché est chahuté, cela oblige chacun à se remettre en question. Je dirais donc que notre secteur a fait son introspection. Il est prêt à servir nos clients avec un haut niveau de qualité, servi par des acteurs renforcés.

ASCOMA — Moyennement, certainement à cause des effets de la crise. En effet un certain nombre de compagnies d'assurance sont en difficulté en ce moment.

Malgré ce contexte défavorable, nous nous maintenons à notre place de courtier leader avec une part de marché de près de 50 %, ceci grâce aux efforts de nos 150 collaborateurs répartis entre Port-Gentil et Libreville, qui ne cessent de redoubler d'efforts pour nous maintenir dans notre position.

Le secteur des particuliers restant encore marginal, notre clientèle est constituée majoritairement de sociétés. Le secteur de l'assurance santé est peut-être le seul secteur en progression, mais toujours par le biais des entreprises qui cherchent de plus en plus à assurer la santé de leur personnel.

Les difficultés rencontrées dans ce domaine sont en partie imputables à la crise économique qui sévit dans le pays, mais aussi, et là je suis peut-être mal placé pour l'évoquer, à un nombre d'acteurs trop important pour un marché qui s'est plutôt réduit depuis quelques années.

Il est vrai que, contrairement à l'effet espéré, l'augmentation du tarif automobile dit tarif FEGASA il y a 2 ans, n'a pas suscité l'augmentation du chiffre d'affaires du secteur automobile, mais a plutôt entraîné une réduction du nombre de véhicules assurés « Tous risques » et peut-être aussi favorisé l'augmentation du nombre de véhicules non assurés.

Tous ces effets ont provoqué une modification dans le classement des compagnies d'assurance.

ECONOMIE GABON+ : Quelles sont les actualités ou nouveautés (nouveau service, nouveau produit...) de votre cabinet de courtage ?

GECAR — Ils sont extrêmement nombreux, étant donné que GECAR a rejoint le réseau OLEA et que la priorité des 18 derniers mois a été le déploiement de nos nouveaux outils métiers : extranet de gestion des flottes automobiles, extranet santé et nouveau processus d'accès aux soins en tiers-payant, extranet « risk manager » pour consolider en temps réel l'information multi-pays de nos clients transnationaux... Notre offre de services s'est donc considérablement renforcée et cela se traduit en chiffres puisque de nombreuses entreprises ont choisi de nous faire confiance pour la gestion de leurs assurances sur l'exercice 2020.

ASCOMA — Nous travaillons actuellement sur un certain nombre de nouveaux produits, tant au niveau du groupe qu'au niveau local, mais nous attendons un peu pour en parler. Nous les présenterons en fin d'année.

ECONOMIE GABON+ : Selon vous, quelles sont les qualités d'un courtier et en quoi vous distinguez-vous ?

GECAR — Je dessinerais le portrait-robot d'un bon courtier à travers le triptyque « transparence, lucidité, pugnacité ». Transparence, car

un courtier et son client doivent toujours être sur le même niveau d'information pour une gestion efficace de la souscription et du sinistre éventuel. Lucidité, car il doit toujours être capable de savoir et de savoir expliquer ce qu'un client peut obtenir dans toutes les situations qu'il rencontrera dans la vie de son contrat d'assurance (puis-je espérer une réduction de prime ? Ai-je bon espoir de voir mon sinistre indemnisé ?). Et enfin pugnacité, car nous vivons d'abord et avant tout pour secourir nos clients lorsqu'ils ont besoin de nous. Lorsqu'il arrive que le sinistre souffre d'une exclusion ou quand la survie d'une entreprise dépend de votre capacité à obtenir l'indemnisation d'un sinistre, le métier de courtier prend alors tout son sens.

ASCOMA — Vous l'avez parfaitement décrit dans votre introduction. Notre première qualité est d'abord d'être à l'écoute de nos clients, de trouver les meilleures garanties pour répondre à leurs problématiques, de les défendre, et bien entendu, d'obtenir un règlement de leurs sinistres dans les meilleurs délais.

ECONOMIE GABON+ : Quelles difficultés rencontrez-vous dans l'exercice de votre profession sur le plan administratif, humain et technique ?

GECAR — Pour être honnête sans être laudatif, je dirais qu'au sein de la sous-région, l'environnement gabonais est un îlot dans lequel il fait bon travailler. Depuis près de deux ans que je suis arrivé chez GECAR (venant du Cameroun voisin), je n'ai pas rencontré de difficulté majeure sur les différents plans que vous évoquez. J'ai au contraire trouvé une équipe dynamique, compétente et extrêmement désireuse de s'améliorer pour garantir à nos clients une haute qualité de service.

ASCOMA — Nous rencontrons surtout d'importantes difficultés à encaisser les primes, ainsi que nos honoraires de gestion, tant de la part des clients que de celles des compagnies d'assurance.

ECONOMIE GABON+ : On parle généralement de taux de bancarisation, pouvons-nous parler de taux de souscription ? Progresse-t-il ? Si non, quels sont les freins à cette progression ?

GECAR — Le point que vous évoquez est extrêmement important. Si le taux d'assurance au Gabon est plus élevé que dans le reste de la sous-région, il n'en demeure pas moins faible au regard d'autres pays à revenus intermédiaires et, sur les dernières années, il est en recul, comme l'indique la baisse du volume des primes collectées. Du fait du ralentissement économique, certaines entreprises ont massivement désinvesti quand elles n'ont pas tout simplement fermé. Chez les particuliers, nous l'avons ressenti notamment sur l'assurance du parc automobile dont la proportion de non-assurés a fortement augmenté malgré les efforts de contrôle des autorités.

Cependant, la logique de l'assurance étant bien maîtrisée par les entreprises et les particuliers (il n'y a pas, ou moins qu'ailleurs, de réticence à l'assurance), j'ai bon espoir que la reprise économique permette d'augmenter le taux de pénétration de l'assurance.

ASCOMA — Les taux de souscription sont plutôt en baisse et c'est dû principalement à l'augmentation des tarifs et à la crise, et peut-être dans une moindre mesure, à la faible adhésion des particuliers.

ECONOMIE GABON+ : Quels sont vos perspectives et vos objectifs ?

GECAR — Nous sommes confiants que les investissements en cours et à venir dans le pays auront un impact significatif sur la reprise économique, nous pensons donc que les perspectives des années à venir sont extrêmement encourageantes malgré un environnement international qui demeure incertain. Quant à notre objectif premier, il est de convaincre ceux qui doivent encore l'être que notre cabinet est le mieux à même de fournir les meilleurs outils et services qu'un courtier d'assurance puisse proposer à ses clients. Les conséquences s'ensuivront.

ASCOMA — Notre objectif est de continuer notre progression et de faire d'Ascoma la société de courtage de référence en Afrique. En tant que premier responsable d'Ascoma Gabon ainsi que du hub Zone Afrique Centrale Est qui comprend le Congo Brazza, la RDC et Madagascar, je ferai avec mes équipes tout ce qui est en notre pouvoir pour y parvenir ■

DOING BUSINESS 2020 : DEUX PAYS D'AFRIQUE SUBSAHARIENNE PARMIS LES MEILLEURES PROGRESSIONS

Les économies de l'Afrique subsaharienne continuent d'améliorer le climat des affaires. Selon l'étude Doing Business du groupe de la Banque mondiale, la plus grande économie de la région, le Nigeria, obtient une place parmi les meilleures progressions mondiales de l'année aux côtés du Togo.

La rédaction



Les économies de la région ont mis en place 73 réformes sur une période de 12 mois se terminant le 1^{er} mai, en baisse par rapport au record de 108 réformes établi l'année dernière. Le nombre de pays mettant en œuvre au moins une réforme est passé de 40 à 31. Le score régional moyen de la facilité de faire des affaires est de

51,8 sur une échelle de 0 à 100, soit bien en deçà de la moyenne des économies à revenu élevé de l'OCDE (78,4) et de la moyenne mondiale (63).

Cependant, il y a eu de nombreux points positifs dans la région. Le Togo est sur la liste des meilleures progressions pour la deuxième année consécutive,

notamment grâce à des réformes visant à réduire les frais liés aux permis de construire et à simplifier les procédures d'enregistrement de propriété. Le Nigeria a mené des réformes qui ont eu une incidence sur six indicateurs, facilitant en particulier l'exécution des contrats, ce qui a permis de placer cette économie de 200 millions d'habitants parmi les meilleures progressions de l'année.

Le Kenya a également mis en place six réformes, notamment pour améliorer la fiabilité de l'accès à l'électricité et pour mettre en place un système de paiement en ligne des cotisations sociales. Le pays se classe ainsi au troisième rang de la région, derrière Maurice et le Rwanda. Avec quatre réformes mises en œuvre cette année, Maurice reste le pays où il est le plus facile de faire des affaires en Afrique subsaharienne et se classe au 13^e rang mondial. Les autorités mauriciennes ont, entre autres réformes, facilité le règlement de l'insolvabilité et amélioré l'exécution des contrats.

D'autre part, le Cap Vert et l'Eswatini ont réalisé quatre réformes, un chiffre record. Le Zimbabwe a progressé dans cinq domaines mesurés par Doing Business. Le Gabon, la République démocratique du Congo et le Rwanda affichent également une progression dans trois domaines. Consécutivement à des efforts en matière de réformes, le Niger et le Sénégal présentent également une progression importante de leur score.

La région a initié la majorité des réformes dans les domaines de la création d'entreprise, de l'obtention des permis de construire ainsi que de l'obtention de prêts, affichant douze réformes dans chacun de ces domaines. Grâce aux initiatives dirigées par la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), l'obtention de prêts est devenue plus souple dans différentes économies de la région.

Ces dernières présentent une performance optimale dans les domaines de la création d'entreprise et de l'obtention de prêts, avec trois économies – en l'occurrence le Kenya, le Rwanda et la Zambie – qui figurent dans le top 10 mondial de cette dernière catégorie. La création d'une entreprise dans la région nécessite en moyenne 20 jours et représente un coût de 33,5 % du revenu par habitant, un processus plus rapide et moins coûteux que les 62 jours et 305 % du revenu par habitant requis en 2003.

Pour Santiago Croci Downes, directeur du projet Doing Business, « avec les réformes menées l'année dernière par l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA) et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), les pays d'Afrique subsaharienne ont démontré que la coopération régionale peut contribuer à l'amélioration du climat des affaires ».

Malgré cet avancement, le rythme des réformes ralentit et des progrès restent à faire, notamment quant à l'impact des réformes et leur implémentation pratique. Seuls deux pays d'Afrique subsaharienne se classent parmi les 50 premières économies du classement *Doing Business*, tandis que la plupart des 20 pays figurant dans les derniers rangs se trouvent dans cette région. L'Afrique du Sud a mis en œuvre une seule réforme cette année et quatre au cours des cinq dernières années. Le Libéria a mené trois réformes seulement au cours des cinq dernières années et le Burundi, la République centrafricaine et la Namibie n'en ont engagé que quatre.

Comparée à d'autres régions du monde, l'Afrique subsaharienne affiche des performances très insuffisantes dans plusieurs domaines. Par exemple, le coût d'un raccordement au réseau pour les entreprises correspond à plus de 3 100 % du revenu par habitant, contre un peu plus de 400 % au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ou 272 % en Europe et en Asie centrale. Le commerce transfrontalier et le paiement des impôts sont également des domaines où des progrès restent à faire. En effet, les entreprises d'Afrique subsaharienne doivent consacrer environ 96 heures aux formalités d'importation, contre 3,4 heures dans les pays à revenu élevé de l'OCDE. Durant leur deuxième année d'exploitation, les petites et moyennes entreprises doivent effectuer plus de 36 versements d'impôts et taxes par an, alors que la moyenne mondiale s'établit à 23 paiements annuels ■

La version intégrale de l'étude et les bases de données associées sont disponibles sur www.doingbusiness.org

Sources : Banque mondiale



Notre ambition : vous donner les clés de la réussite.



Avançons ensemble

www.bicig-gabon.com

Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Gabon (BICIG) - Société Anonyme avec Conseil d'Administration au capital de FCFA 18 000 000 000. Siège social 714, Avenue du Colonel Parant - BP 2241 Libreville (Gabon) - RCCM n° 2002 B 01732 - NIF 790027/A - Code Banque 40001 - Tél. : 011 76 26 13 Fax : 011 74 40 34
Email : bicignet@bnpparibas.com

LE SECTEUR BANCAIRE GABONAIS EST JEUNE ET CONCENTRÉ AUTOUR D'UN ACTEUR DOMINANT

Intégré dans un marché régional – le siège de la Commission bancaire de l'Afrique centrale (COBAC) est à Libreville –, le secteur bancaire gabonais est jeune (la 1^{re} activité bancaire du pays remonte à 1945) et dénombre peu d'acteurs : BGFI, BICIG, CITIBANK, ECOBANK, ORABANK, UBA et UGB. Quelques établissements financiers sont également présents : Finatra (filiale de BGFI), Alios Finance et Bicig-Bail (filiale de BICIG).

La rédaction



Trois banques, BGFI Bank, BICIG et UGB, dominent le marché et concentrent plus de 75 % des emplois. En février 2019, sur les 1 764 m^{ds} de F CFA de crédits, BGFI Bank concentre 40 % des parts de marché (PDM), loin devant UGB (19 %), BICIG (19 %). Les quatre autres banques totalisent ensemble 22 %. Néanmoins, s'agissant du nombre de comptes ouverts dans les banques, la situation est différente : UGB occupe la 1^{re} place avec 36 % des comptes bancaires ouverts au Gabon, suivie de BICIG avec 28 %, Ecobank (12 %), tandis que BGFI Bank ne revendique « que » 11 % des comptes.

Les banques gabonaises ont adopté des stratégies différentes, chaque établissement semblant cibler un créneau précis.

Ainsi, BGFI domine le marché sur le segment des entreprises, avec plus de 3 000 entreprises clientes et 47 % des parts de marché des dépôts des entreprises. Ecobank et UBA totalisent respectivement 3 900 et 1 650 entreprises clientes, mais ne possèdent chacune que 4 % des parts de marché (PDM) des dépôts des entreprises. Les deux banques sont effectivement

plutôt tournées vers les petites entreprises dont les montants de dépôt sont moins élevés. Citibank se démarque avec un dépôt moyen par entreprise de 362 000 F CFA (55,5 millions de F CFA de dépôts en février 2019 pour 153 entreprises). Sa clientèle d'entreprises est en effet constituée majoritairement de grandes entreprises internationales issues du secteur pétrolier.

S'agissant des particuliers, en nombre de clients, UGB et BICIG dominent largement le marché avec respectivement 111 000 et 103 000 clients particuliers et professionnels, sur les 312 000 que compte le Gabon. Cependant, BGFI est leader du marché s'agissant des dépôts des particuliers (46 % des PDM), suivi par la BICIG (22 % des PDM) et UGB (22 % des PDM). BGFI Bank est en effet spécialisée dans les particuliers grands comptes alors que la BICIG et UGB accueillent des particuliers plus standards (essentiellement les fonctionnaires pour BICIG).

Un secteur rentable, en surliquidité, mais qui prête difficilement aux entreprises.

En tant que marché concurrentiel, le secteur bancaire est peu compétitif. Il y a peu d'acteurs comparé à

d'autres pays africains (28 en Côte d'Ivoire, 25 au Sénégal). Les banques affichent souvent de très bons résultats. UBA a, par exemple, vu son résultat net passer de 1,3 m^d de F CFA en 2017 à 3,5 m^{ds} de F CFA en 2018. Le bénéfice net après impôt de la BICIG a augmenté de 14,3 % en 2018. Le bilan agrégé des banques a progressé de 11 % entre le 31 mars 2018 et le 31 mars 2019, il s'établit actuellement à 2 688 m^{ds} de F CFA. Cette hausse est due à l'augmentation des capitaux permanents (+16,9 %) ainsi qu'à celle des dépôts (+11,5 %).

Le secteur bancaire gabonais se caractérise également par une situation de surliquidité avec un excédent de trésorerie s'élevant à 714 m^{ds} de F CFA (plus d'1 m^d d'euros), marquant ainsi une progression de 7,7 % entre avril 2018 et avril 2019. Outre l'effet « rapatriement des avoirs extérieurs », cet état est surtout le signe d'un secteur bancaire qui peine à trouver des entreprises et des projets à financer.

Ainsi, l'encours des crédits a augmenté de 3,2 % entre le 31 mars 2018 et le 31 mars 2019. Le montant des crédits accordés aux entreprises a quant à lui augmenté de 9,7 % sur la même période et représente 67,7 % du total des crédits. Il reste néanmoins difficile pour les banques de financer le secteur privé, car les entreprises, lorsqu'elles sont déclarées,

présentent des documents peu fiables et souvent incomplets. Par ailleurs, les taux des prêts proposés par les banques sont très élevés, de l'ordre de 15 %, et découragent bien souvent les particuliers et les entreprises d'en faire la demande. Néanmoins, au 2nd semestre de 2018, la majorité des nouveaux crédits octroyés sont des crédits à court terme pour des entreprises privées. Les crédits octroyés aux administrations publiques ont diminué de 5,2 % au 1^{er} trimestre 2019. La couverture des crédits par les dépôts ne cesse d'augmenter, elle s'établissait à 158 % en février 2019 alors qu'elle était de 141 % en juillet 2018.

Les dépôts ont augmenté de 1,3 % entre le 31 décembre 2018 et le 30 avril 2019 (les dépôts des entreprises ont notamment augmenté de 4 %). Cette hausse s'explique par la nouvelle réglementation des changes qui oblige les entreprises à rapatrier leurs avoirs extérieurs. De fait, cette mesure a contribué à compenser l'application d'une recommandation du FMI concernant la mise en place d'un compte unique du Trésor devant conduire à la fermeture des comptes de l'État dans les banques commerciales.

Un secteur en mutation

Depuis les années 2000, l'actionnariat des banques gabonaises s'est diversifié avec l'arrivée d'acteurs régionaux et le retrait progressif des banques françaises. En effet, dans le sillage de la montée en puissance du secteur pétrolier (années 1970), les banques françaises étaient, traditionnellement, les principaux investisseurs étrangers dans le secteur bancaire gabonais (Crédit Lyonnais puis Crédit agricole chez UGB, Paribas qui deviendra BGFI, Banque gabonaise et française internationale). Depuis les années 2000, on observe toutefois l'arrivée d'autres acteurs internationaux : UGB est désormais détenue par le groupe Attijariwafa Bank, 6^e banque africaine détenue par la holding de la famille royale du Maroc. Citibank Gabon est quant à elle rattachée à la banque américaine Citibank. UBA (Nigéria), Ecobank et Orabank, banques d'origine togolaise, complètent ce panorama international. La cession

en cours des parts de BNPP dans BICIG marquerait, pour la 1^{re} fois, l'absence de banques françaises au Gabon.

Autre tendance de fond, l'essor rapide de la finance mobile en fait une alternative au secteur bancaire traditionnel qui a bancarisé une partie importante de la population. Les banques étant très concentrées dans les centres urbains de Libreville, Port-Gentil et Franceville, les institutions financières traditionnelles n'ont pas réussi à toucher la clientèle à faible revenu, en particulier des zones les plus éloignées. Grâce à la large couverture téléphonique (taux de pénétration de 195 %) ainsi qu'à sa facilité d'utilisation, la finance mobile a touché des populations éloignées et fragiles, des commerçants et des salariés. La valeur totale des transactions sur le mobile banking a connu au Gabon une progression fulgurante en très peu de temps, concurrençant les banques traditionnelles en pratiquant des tarifs agressifs face à des banques commerciales peu soumises à la concurrence et profitant de marges élevées. Le mode de rémunération de chaque société de finance mobile varie en fonction des accords avec les partenaires commerciaux. Ainsi, une commission sur les opérations de retrait/transfert (prélevée aux clients) et sur les règlements de factures (prélevée aux partenaires) peut être prise par l'opérateur.

De façon plus conjoncturelle, la nouvelle réglementation des changes CEMAC a été adoptée fin 2018 avec des conséquences immédiates pour les banques. Cette réglementation vise à rapatrier et domicilier les devises en zone CEMAC ainsi qu'à accroître la transparence pour lutter contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT). Dans ce nouveau cadre réglementaire, les banques ont l'obligation de rétrocéder les devises à la BEAC (à hauteur de 70 %). Les banques commerciales doivent aussi demander l'autorisation à la BEAC pour importer des devises et effectuent des rapports périodiques pour l'importation de devises.

La mise en œuvre de cette nouvelle réglementation repose en grande partie sur les banques qui sont désormais astreintes à un travail de reporting accru, avec toutes les conséquences que cela entraîne en termes d'organisation et de ressources humaines ■

INTERVIEW DE MONSIEUR THÉOPHILE MBORO ASSOCHO, DIRECTEUR GÉNÉRAL D'AXA GABON

AXA GABON RÉCOLTE LES FRUITS DE L'INNOVATION

AXA passe de 12,72 % de parts de marché en juin 2018 à 17,4 % en juin 2019. Cette progression s'explique par une nouvelle dynamique.

Anne-Marie JOBIN



■ Théophile Mboro Assogho, directeur général d'AXA Gabon

ECONOMIE GABON + : Monsieur Théophile Mboro Assogho, vous êtes arrivé depuis plus d'un an aux commandes d'AXA Gabon. Acceptez-vous de nous dresser un bilan et de nous indiquer votre feuille de route ?

Je vous remercie de me donner l'opportunité de me présenter et de parler d'AXA Gabon. J'occupe le poste de directeur général d'AXA Gabon depuis le 25/06/2018. Parler de bilan serait prématuré. Les objectifs qui m'ont été assignés sont clairs : repositionner la filiale AXA sur le marché de l'assurance au Gabon, restaurer la confiance vis-à-vis de l'ensemble des parties prenantes, retrouver et pérenniser la croissance rentable.

AXA Gabon se réorganise et s'oriente davantage vers une culture client, mettant ainsi ce dernier au cœur de tous nos processus. La satisfaction du client est un enjeu pour notre société. Cette satisfaction passe par l'excellence de nos produits et services, par un conseil disponible, approprié et personnalisé, par une flexibilité permanente, par l'innovation des services et la valorisation

des femmes et des hommes qui font la richesse d'AXA Gabon.

Afin de toujours mieux répondre aux attentes nouvelles de nos clients, dans un environnement économique qui comporte de nombreux défis, la stratégie d'AXA Gabon est conforme à notre plan stratégique. Elle s'appuie sur deux piliers : concentration sur la poursuite de notre croissance en conservant notre solidité financière et accélération de notre transformation, toujours au service de nos clients.

ECONOMIE GABON + : Depuis combien d'années la filiale AXA est-elle présente au Gabon et combien compte-t-elle de collaborateurs ?

AXA est présente au Gabon depuis plus de quarante ans. Son développement a été mené grâce à un engagement fort de ses collaborateurs. À ce jour, ces derniers sont au nombre 61. En notre qualité de société citoyenne, nous contribuons à la formation des jeunes grâce à des stages conventionnés avec des établissements gabonais.

ECONOMIE GABON + : le 25 avril 2019, vous avez cosigné une convention inter-compagnies concernant les accidents de la circulation. Quelle en est la résonnance auprès vos sociétaires ?

Officiellement lancé en février 2019, le « Constat amiable » de déclaration des accidents automobiles matériels est opérationnel depuis le 25/04/2019 à travers la signature d'une convention inter-compagnies effective au siège de la FEGASA entre l'ensemble des membres du bureau, en présence du directeur national des assurances, Olivier Mebiame.

Il s'agit d'un outil qui répond directement aux attentes des clients. En effet, il permettra aux assurés victimes d'un accident matériel d'être indemnisés plus rapidement. Ce document est obligatoire depuis le 01/10/2019 et constitue l'unique élément déclencheur pour instruire le sinistre pour l'assureur. De fait, cela constitue une vraie satisfaction pour l'ensemble de nos parties prenantes.

ECONOMIE GABON + : Quelle part de marché gérez-vous à l'échelon national ? Travaillez-vous avec l'ensemble des courtiers représentés au Gabon ?

Sur la base des derniers chiffres officiels datant du 1^{er} semestre 2019, AXA Gabon totalise 17,4 % de parts de marché. Pour atteindre nos objectifs de développement, nous nous appuyons sur un canal de distribution externe constitué de nombreux partenaires incluant les courtiers.

ECONOMIE GABON + : Le Gabon est l'un des pays les plus développés d'Afrique subsaharienne et une croissance du PIB de 3,1 % est prévue d'ici décembre 2019. Des indicateurs laissent présager de nouvelles améliorations. Comment capitalisez-vous sur cette croissance et quelle est l'importance de l'assuré ?

Comme l'indiquent nos valeurs, AXA Gabon place le client au cœur de son activité. Notre priorité absolue est l'orientation client (Customer first). À travers des initiatives comme le passage de « payeur d'indemnités à partenaires », nous allons améliorer l'expérience client et la qualité de service au sein d'AXA Gabon en devenant un réel partenaire pour nos clients. Nous irons bien au-delà du rôle de payeur de sinistres.

Pour capitaliser sur cette croissance, en plus de notre expertise, nous nous basons sur des innovations (assistance auto) et de nouveaux services, notamment grâce au

digital (paiement des primes d'assurances et règlement des indemnités de sinistres via le mobile money, souscription en ligne avec 3 photographies grâce au nouvel outil « clic & flash »).

ECONOMIE GABON + : AXA couvre les risques auto, loisir, habitation et prévoyance. Quelle est l'assurance la plus prisée des Gabonais ? Selon vous pourquoi ?

Selon la Direction nationale des assurances (DNA), on distingue trois types d'assurances obligatoires au Gabon : la RC Auto, la RC des architectes et l'assurance des risques de la construction des chantiers publics, l'assurance la plus prisée des Gabonais étant la RC Auto. Cela s'explique principalement par le caractère obligatoire et la nécessité de se conformer à la législation. Ensuite, nous assureurs, à travers la FEGASA, devons insister sur la pédagogie afin d'éduquer la population sur le rôle de l'assurance Vie (épargne, retraite, prévoyance) et Non vie (dommages aux biens). C'est un problème culturel d'abord, économique ensuite.

ECONOMIE GABON + : Depuis un an, les titulaires de comptes « mobile banking » sont plus nombreux que les titulaires de comptes bancaires traditionnels. Quelle est la tendance dans le domaine des assurances ? Est-ce que cette facilité de paiement a favorisé l'accessibilité à un contrat d'assurance ?

Le taux de pénétration en smartphones au Gabon est de 144 %. Cela traduit un phénomène qui prend de plus en plus d'ampleur. Le profil du client évolue, le consommateur est devenu « ConsommActeur ». Dorénavant, il a la possibilité d'obtenir l'information via différents canaux à sa disposition grâce aux NTIC, consommer et régler en ligne depuis son canapé sans avoir besoin de patienter dans une file d'attente. Les assureurs n'ont pas d'autre choix que de s'adapter à cette tendance. Chez AXA Gabon, nous poursuivons l'accélération de notre transformation digitale afin de nous permettre, grâce à une innovation de produits et de services, de satisfaire au mieux nos clients. En effet, grâce à notre nouvel outil Click & Flash, le paiement des primes d'assurance et règlement des indemnités de sinistres se fera via le mobile money grâce à l'outil « click & flash » ■

DECouvrez GRATUITEMENT TOUTE L'ACTUALITÉ DE L'ÉCONOMIE DU GABON

Avec Economie Gabon+ restez :
+ À L'ÉCOUTE + INFORMÉS + CONNECTÉS

www.economie-gabon.ga

ENTRETIEN AVEC MONSIEUR ADE AYEYEMI, PDG DEPUIS 2015 DU GROUPE ECOBANK, DEUXIÈME BANQUE LA PLUS IMPORTANTE D'AFRIQUE.

ECOBANK RÉSOLUMENT TOURNÉE VERS L'AVENIR

Dite de courtoisie, cette visite au Gabon aura aussi été l'occasion pour Monsieur Ayeyemi de s'entretenir avec quelques personnalités politiques et économiques du pays. Economie Gabon + a eu le privilège de rencontrer Monsieur Ade Ayeyemi et lui a posé trois questions.

La rédaction



■ Ade Ayeyemi, PDG du groupe ECOBANK depuis 2015

ECONOMIE GABON + : Le 28 août 2019, la compagnie Arise est devenue un actionnaire de référence d'ETI (Ecobank Transnational Incorporated) avec une participation de 14,1 %. Malgré ce faible recul dans le temps, pouvons-nous juger de l'impact de cette transaction et quels sont les projets à court terme ?

Je pense qu'il est important de commencer par dire qui est ETI*. Nous sommes un groupe bancaire panafricain implanté dans 33 pays en Afrique, avec des licences bancaires. Nous avons une banque à Paris supervisée par la banque de France. Nous avons également des bureaux de représentation à Londres, en Afrique du Sud, en Éthiopie, à Dubaï et en Chine et offrons des services bancaires à plus de 20 millions d'Africains. De ce fait, nous sommes une institution bancaire panafricaine de référence. Tout cela fait du groupe ETI ce qu'il est maintenant.

Parmi les actionnaires du fonds, nous comptons l'IFC**, NedBank, la Banque nationale du Qatar, PIC d'Afrique du Sud, nous avons SSNIT, qui est un fonds de pension du Ghana. Et nous avons d'autres actionnaires à travers le monde. Nous sommes cotés en bourse en Afrique de l'Ouest, au Nigeria, au Ghana et aussi sur la BRVM en Côte d'Ivoire. Voilà comment se présente le groupe.

La plupart des actionnaires, en particulier les institutions de développement financier, augmentent leurs investissements. Ils disent : « Voyez, nous allons investir, et nous le ferons pour plusieurs années. Ensuite, nous nous retirerons et recyclerons le capital dans une nouvelle start up, dans une autre nouvelle compagnie, pour les accompagner dans leur croissance et leur stabilité. La période d'investissement d'IFC est de dix ans. Elle est maintenant passée et IFC cède ses parts sur marché à une autre entreprise appelée « Arise ».

Arise appartient à FMO, des Pays-Bas, à Norfund, de

Nous offrons des services bancaires à plus de 20 millions d'Africains

Norvège, et Rabobank***. Les trois ensemble forment Arise pour opérer des investissements spécifiques. FMO est un partenaire d'Ecobank depuis de nombreuses années. C'est pourquoi les transactions ont été faites, IFC arrivant au terme de l'augmentation de ses investissements, c'était le moment de vendre à une autre partie qui est forte et qui continuera à soutenir la stratégie et les objectifs du groupe.

Nous poursuivons notre partenariat avec IFC dans d'autres zones dans lesquelles il y a un intérêt à développer l'économie africaine. Nous n'avons pas perdu l'amitié d'IFC, mais nous avons gagné Arise comme investisseur.

La Fondation Ecobank est un fonds qui nous permet d'impacter directement les pays dans lesquels nous faisons du business

La question du ralentissement, que ce soit de la banque ou du continent africain, la plupart de ces investisseurs en sont conscients depuis longtemps. Parce que la question de l'opportunité que représentent les pays africains est là. Et notre banque panafricaine a des licences bancaires dans 33 pays en Afrique, nous sommes donc en mesure de tirer avantage de cette opportunité. Et c'est ce que les investisseurs ont vu, c'est pourquoi ils investissent.

ECONOMIE GABON + : La Fondation Ecobank s'engage et investit à titre caritatif dans de nombreux domaines : santé, préservation de l'environnement, éducation... Quels sont les moyens dont dispose la fondation et en fonction de quels critères les budgets alloués sont-ils définis ?

Pour commencer, la Fondation Ecobank est un fonds qui nous permet d'impacter directement les pays dans lesquels nous faisons du business, afin de nous assurer que les moins privilégiés sont pris en considération, que nous pouvons nous concentrer sur des choses qui ne sont pas spécifiquement liées au business.

Bien entendu, nous nous préoccupons de l'environnement. Le travail relatif à l'environnement va au-delà de la fondation. Il s'applique aussi à la manière dont nous-mêmes nous gérons notre business. Il s'adresse aux gens à qui nous prêtons, à des personnes qui, dans la manière dont elles gèrent leurs business, comprennent qu'elles doivent protéger l'environnement. Dans notre business, nous appliquons des principes d'équité qui assurent à leur tour que nous respectons la préservation de l'environnement dans les pays où nous sommes



MEMBRE DU RESEAU OLEA

**LEADER
DU COURTAGE
EN ASSURANCES
ET
EN REASSURANCES
AU GABON**

✓ Conseil

✓ Intermédiation

✓ Gestion

**3 Métiers
au service
de la gestion
de vos risques**

OLEA
INSURANCE SOLUTIONS

Tél: +241 01 76 55 77 / +241 01 72 87 48

Fax: +241 01 72 85 14

www.olea-assurance.com

gecar-gabon@gecar-assurances.com

546 Bd Triomphal Omar Bongo Ondimba
BP: 409 Libreville/Gabon

implantés. Si vous lisez le rapport de durabilité que nous avons publié, vous verrez qu'Ecobank fait beaucoup de choses dans le domaine de la durabilité.

Nous avons dit que nous allons nous concentrer sur le paludisme, le VIH/sida et la tuberculose. Parce que ces maladies sont critiques, elles affectent les marchés dans lesquels nous opérons, elles affectent le personnel que nous employons et les pays du continent que nous chérissons.

Concernant l'allocation des ressources, elle n'est pas liée au montant de ce que nous gagnons dans un pays donné, mais à ses besoins spécifiques. Nous travaillons notamment avec la Croix Rouge. Par exemple, quand il y a eu l'ouragan Aïda au Mozambique, au Zimbabwe, nous avons compris qu'en tant qu'institution panafricaine, nous devons répondre à cet événement dramatique. Lorsqu'il y a eu Ebola en Afrique de l'Ouest, c'est quelque chose qui nous a touchés directement et aucune autre institution internationale ne pouvait mieux comprendre l'impact d'une catastrophe de cette nature sur la terre d'Afrique de l'Ouest. Notre lien physique avec notre terre d'origine intervient à ce moment-là. C'est à nous d'être capables d'intervenir, de nous assurer que les médicaments nécessaires puissent être livrés à temps.

De même lorsqu'il y a eu une catastrophe en Sierra Leone, un glissement de terrain : ces événements surviennent sans prévenir, les gens ne sont pas suffisamment préparés. En tant qu'institution, c'est là que nous avons la possibilité d'intervenir. Et nous ne le faisons pas seulement sous forme d'interventions de la fondation, nous sommes également en mesure de lever des fonds parmi nos employés et partenaires, pour pouvoir faire des dons individuels.

Nous avons chaque année ce que nous appelons la « Journée Ecobank », lors de laquelle nous mettons en exergue des projets sur des thématiques particulières, importantes à nos yeux. L'an dernier, c'était l'eau, cette année, ce seront les maladies non transmissibles, de sorte que les gens donnent de leur temps pour se consacrer à des projets importants, dans tous les pays où nous opérons. Tout cela est coordonné avec la fondation, mais nous ne donnons pas seulement de notre temps, nous donnons des moyens, notre voix, en partenariat avec d'autres institutions.

La fondation nous permet d'avoir une continuité dans l'avenir. Les fonds de la fondation viennent

Nous avons lancé les Chairman Awards, prix ouverts aux filiales qui ont des projets en faveur de l'environnement

d'Ecobank. Parce que ce n'est pas seulement un pays, c'est un groupe. Mais nous sommes également partenaires d'autres organisations, par exemple, nous avons des partenariats avec Globofone, avec la Croix rouge ainsi qu'avec d'autres institutions, pour ajouter notre voix à ce qui se passe. Et nous continuons à encourager notre personnel à participer.

En matière d'environnement, nous avons avancé, nous considérons que la manière dont nous utilisons effectivement l'énergie doit aussi être différente. L'année dernière, nous avons lancé un prix pour les présidents d'administration (Chairman Awards), ouverts aux filiales qui ont des projets en faveur de l'environnement. L'an dernier il y en a eu un chez Ecobank Ghana et cette année, vous verrez les progrès accomplis, en particulier dans l'utilisation du solaire et des énergies renouvelables qui alimentent nos agences et notre bureau central.

Ecobank Gabon est l'égale de n'importe quelle autre filiale Ecobank au sein de l'organisation africaine

ECONOMIE GABON + : Quelle est la place d'Ecobank Gabon dans l'organigramme panafricain ?

Vous voyez, la façon dont je répondrais à ça est qu'Ecobank Gabon est l'égale de n'importe quelle autre filiale Ecobank au sein de l'organisation africaine. Comme tous les autres Africains, les Gabonais avec lesquels nous sommes en affaires ou qui travaillent avec nous peuvent avoir la même ambition de devenir le CEO du groupe. Après tout, le précédent chef du groupe à l'international, installé à Paris, venait du Gabon. Quand je regarde les Gabonais aujourd'hui, je ne me contente pas de les regarder en me disant : « Ok, vous faites partie de la région CEMAC ». Non, je regarde chacun d'eux comme futur CEO.

En termes d'organisation structurelle, nous nous sommes répartis en quatre régions : nous avons la zone CESA : Afrique centrale, de l'est et du Sud, Afrique de l'ouest anglophone ; la

CESA a son bureau central à Nairobi, l'Afrique de l'ouest anglophone a le sien à Accra et l'Afrique de l'Ouest francophone en Côte d'Ivoire. Le Nigeria constitue une région aussi.

Le groupe compte 44 nationalités, mais je refuse que qui que ce soit puisse penser « je suis du Gabon, je suis très loin du sommet ». Non, chaque personne doit avoir la même ambition, quelle que soit la manière dont elle est entrée dans la banque. Et le Gabon est très important pour nous, parce que c'est un pays africain. Pour continuer en tant que continent, nous devons commencer à nous regarder d'abord comme des Africains plutôt que comme ressortissant d'un pays A ou B. Après tout, c'est l'essence de la zone de libre-échange continental que nous avons approuvée. C'est l'essence de l'organisation de l'Organisation de l'union africaine en 1963, c'est l'essence de l'Union africaine qui lui a succédé, c'est l'essence des résolutions que l'Union africaine a rédigées pour pouvoir créer un continent qui se considère comme un



Ecobank, la banque panafricaine

peuple unique plutôt que comme originaire de différents pays. Parce que c'est en nous regardant comme « un » que nous pouvons effectivement occuper une bonne place dans la communauté internationale. Tant que nous nous considérerons comme des pays individuels de 54 nations, nous ne pourrions pas avoir la

force suffisante pour être pris en considération. Lorsque le Gabon se considère comme gabonais, avec seulement 2 millions d'habitants, il est petit, mais si le Gabon se regarde comme africain, avec 1,2 milliards de personnes, il est grand.

Enfin je pense que le fait que

je sois là, le fait que la réunion CEMAC se tienne ici à Libreville, démontrent à quel point le Gabon est important pour nous ■

* ETI, Ecobank Transnational Incorporated
** IFC, Société financière internationale, groupe de la Banque mondiale
*** BRVM, Bourse régionale des valeurs mobilières
**** Rabobank, institution financière internationale de bancassurance d'origine néerlandaise



Accélérer la révolution numérique en Afrique

Tirez parti de l'avenir des financements du commerce avec Ecobank

La Banque de Grande Clientèle et d'Investissement Ecobank allie les technologies numériques de pointe et un excellent savoir-faire local.

Découvrez Omni, notre plateforme dédiée aux grandes entreprises qui contribue à la prospérité sur le continent :

ecobank.com/corporate-investment-banking

CORPORATE +
INVESTMENT BANKING

ecobank.com

Ecobank
La Banque Panafricaine

AFRICA AGRI FORUM À LIBREVILLE – 20 ET 21 NOVEMBRE 2019

« VERS UN NEW DEAL AGRICOLE »

Organisé sous le haut patronage de SE Ali Bongo Ondimba, président de la République gabonaise, avec l'appui de l'Union africaine et OCP Africa, AAF 2019 sera inauguré par SE Julien Nkoghe Bekalé, Premier ministre du Gabon.

COMMUNIQUÉ

Organisée sous le haut patronage de SE Ali Bongo Ondimba, président de la République gabonaise, avec l'appui de l'Union africaine et OCP Africa, la 6^e édition de l'Africa Agri Forum se tiendra pour la deuxième année consécutive à Libreville, les 20 et 21 novembre 2019. Cette importante manifestation confirmera le rôle central joué par le Gabon en tant que hub émergent régional du secteur agricole. Ce forum de haut niveau vise à accompagner et accélérer la dynamique d'un secteur hautement stratégique pour le développement du continent. AAF 2019 accueillera une dizaine de ministres africains qui exposeront leur vision et stratégie autour d'une agriculture performante, résiliente et durable répondant aux besoins de sécurité alimentaire des populations africaines.

Africa Agri Forum 2019 sera ainsi l'occasion d'aborder un ensemble de sujets cruciaux pour l'avenir du secteur agricole et agroalimentaire dans la région. Des conférences dédiées aux modèles de développement, aux défis de la sécurité alimentaire, à l'inclusion des jeunes, à l'émergence des agritech, à la



modernisation de la petite agriculture et des pôles de croissance agricole etc. seront au cœur des débats. Ce forum de deux journées sera également l'occasion pour plus de 500 acteurs publics et privés de nouer des partenariats dans un esprit de coopération sud-sud.

En marge du forum, une réunion de haut niveau se tiendra entre les ministres de l'Agriculture de la zone CEEAC ainsi que les représentants de l'Union africaine et les bailleurs de fonds, pour échanger au sujet des défis et opportunités du secteur agricole et des actions à mettre en place en vue d'assurer une convergence des stratégies et l'échange des meilleures pratiques ■

i-conférences est leader dans l'organisation de forums B2B en Afrique du Nord, du Centre et de l'Ouest visant à promouvoir le partenariat sud-sud et favoriser l'investissement et le développement de secteurs stratégiques. Créée en 2004, cette société basée à Casablanca a plus de 150 forums spécialisés dans le domaine de la santé, l'agriculture, les TIC, la banque, la poste, les infrastructures, les ports, le paiement, l'identification etc. à son actif



“ Ne regardez pas les chaînes TV piratées ”

Steve Anderson **BANDZAMBI**
Animateur TV

Ensemble, arrêtons de financer les opérateurs voleurs d'images.





VIVO ENERGY GABON LANCE LE PROGRAMME « JEUNES TALENTS »

VIVO ENERGY Gabon (ENGEN) lance le programme « Jeunes talents » déjà expérimenté avec succès en Côte d'Ivoire, Sénégal, Guinée, Burkina Cette initiative est soutenue par le ministère de l'Emploi, de la Fonction publique, du Travail et de la Formation professionnelle, chargé du dialogue social.

Anne-Marie JOBIN

Ce programme a pour objectif d'éviter l'enlèvement dans lequel les jeunes sont souvent englués à la sortie de leurs études faute d'expérience notifiée sur leur CV. « Nous leur offrons l'opportunité de vivre cette expérience unique en côtoyant les standards internationaux au sein d'une entreprise ambitieuse », déclare Issa Issa, directeur général d'ENGEN. VIVO ENERGY lance cette initiative de soutien en vue d'une intégration efficace sur le marché du travail. Les résultats sont édifiants. Tous les étudiants peuvent être embauchés parfois même avant la fin de leur formation.

VIVO ENERGY travaille en collaboration avec l'ONE, (Office national de l'emploi) dans le cadre du Contrat Apprentissage Jeunesse (CAJ). VIVO ENERGY intègre des jeunes diplômés en entreprise pour développer leurs savoirs théoriques en les accompagnant et en s'appuyant sur leurs compétences respectives.

Le 31 juillet 2019, date limite des candidatures, 212 dossiers ont été reçus et triés selon les critères qui consistent à répondre aux exigences suivantes : être âgé de 28 ans au plus, justifier d'un diplôme BAC + 4/5 obtenu entre

2017 et 2019 et avoir au minimum un niveau d'anglais intermédiaire. Sur ces 212 dossiers, 175 étaient éligibles, dont 105 candidatures provenant d'étudiants ayant obtenu leurs diplômes dans les universités ou écoles situées hors du Gabon. Parmi les candidats, 70 étudiants ont obtenu leurs diplômes dans les établissements du pays.

9 candidats ont été retenus (5 femmes et 4 hommes) que nous vous présentons ci-dessous. VIVO ENERGY s'appuie sur **ECONOMIE GABON** + pour vous tenir informés du devenir de ces jeunes talents ■

DE LA THÉORIE À LA PRATIQUE



LES LAURÉATS DU PROGRAMME JEUNES TALENTS



Laetitia Adote Adoko
Finance /comptabilité
(Institut national des sciences de gestion)



Claire Agbaholou Kouele
Comptabilité contrôle et audit
(Institut national des sciences de gestion)



Coovi Agbode Rhodes
Finance
(Institut national des sciences de gestion)



Stéphane J. Biyogho Obounou
Génie électromécanique
(Ecole polytechnique de Masuku)



Mahatma M. Gandhi Lekogo
Marketing et communication
(African university of management)



Renaud F. Guimeny Awong
Finance
(Institut national des sciences de gestion)



Henryelle Bethy Mboumba
Logistique et transport
(Institut national des sciences de gestion)

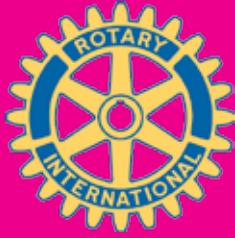


Chancelle O. Nguindougou
Administration des entreprises
et des sociétés
(African university of management)



Cassandra Sono
Comptabilité contrôle et audit
(Institut national des sciences de gestion)

LE ROTARY ET SES PARTENAIRES CÉLÈBRENT LA JOURNÉE MONDIALE POUR L'ÉRADICATION DE LA POLIOMYÉLITE DE LA SURFACE DE LA TERRE.



UN MONDE EXEMPT DE POLIOMYÉLITE SERA UN MONDE PLUS SÛR POUR TOUS LES ENFANTS.

Communiqué



Qu'est-ce que la polio et le programme PolioPlus du Rotary international ?

La poliomyélite touche principalement les enfants de moins de 5 ans. Il n'existe pas de remède, mais la poliomyélite peut être évitée grâce à un vaccin. Seuls deux pays restent endémiques (Pakistan et Afghanistan).

Nous avons réduit les cas de 99,9 % depuis 1988. Jusqu'à ce que nous mettions fin à la poliomyélite pour toujours, chaque enfant est à risque.

En 1988, lorsque le Rotary et ses partenaires fondent l'initiative mondiale pour l'éradication de la polio (IMEP/GPEI), cette maladie paralysante touche 350 000 enfants dans 125 pays.

Notre collaboration avec l'OMS, l'UNICEF, le centre américain pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC d'Atlanta), la Fondation Bill et Melinda Gates (2009), des agents de santé locaux et des gouvernements nationaux, a contribué à réduire ce chiffre de 99,9%.

Le Rotary a versé plus de 1,3 m^d de dollars US pour l'éradication de la polio. À travers des heures de bénévolat, ses membres ont permis de protéger plus de 2 milliards d'enfants dans le monde.

La sensibilisation et le plaidoyer des Rotariens auprès des gouvernements a permis l'affectation de plus de 10 m^d de dollars US au programme d'immunisation.

En 2004, les Journées nationales de vaccination synchronisées dans 23 pays du continent ciblent 80 millions d'enfants, soit le plus grand effort coordonné de vaccination contre la poliomyélite dans cette zone géographique. Ainsi, le nombre de pays endémiques tombe à 4 en 2006 : Afghanistan, Inde, Nigeria, Pakistan.

Le Gabon a été certifié « libre de la polio » par l'OMS en décembre 2017. Cela résulte d'un engagement sans faille du gouvernement et de l'appui des partenaires membres de l'IMEP. Des campagnes nationales de vaccination ont été mises en œuvre, un réseau national de surveillance mis en place.

La vaccination systématique des nouveau-nés est essentielle pour préserver l'immunisation des enfants les plus exposés (moins de 5 ans). Pour cela, la sensibilisation doit se poursuivre dans les dispensaires, les centres PMI et les maternités.

L'OMS vient de déclarer que le virus de type 3 (WPV3) a été éradiqué. Le virus de type 2 (WPV2) a été répertorié pour la dernière fois en 1999. Nous assistons cette année à une résurgence du virus de type 1 au Pakistan qui compte aujourd'hui 72 cas. La recherche médicale et la lutte se poursuivent sur le WPV1 et sur les virus dérivés.

L'éradication définitive de cette maladie nécessite la poursuite des efforts de tous les Rotariens et bénévoles, de nos partenaires techniques et financiers pour ce qui sera l'une des plus grandes réalisations de santé publique de l'histoire après la variole.

L'éradication de la poliomyélite permettra d'économiser entre 40 et 50 m^d de dollars US en frais de santé au cours des 20 prochaines années.

En revanche, si la poliomyélite n'est pas éradiquée dans les 10 ans, près de 200 000 enfants seront peut-être paralysés chaque année ■

AGENDA N°79

22 – 24 NOVEMBRE 2019 DE 9H À 17H :

Dans le cadre de la semaine mondiale de l'entrepreneuriat, l'ONG SAMBAS-LABS organise au complexe scolaire privé Michel Dirat la 1^{re} édition des SAMBAS KIDS pour enfants de 7 à 17 ans. Thématiques au programme : le sport, outil d'éveil ; la confiance en soi ; culture et créativité ; numérique et éducation.

23 NOVEMBRE 2019 DE 9H À 17H :

L'association BAL (Bienvenue à Libreville) vous invite au marché de Noël des artisans à l'ancienne école Padouk, face à la résidence de la Côte d'Ivoire à la Sablière. Au programme : créations des « Ballerines », sculpteurs, peintres, mode, bijoux et gastronomie.

26 NOVEMBRE 2019 DE 15H30 À 17H30 :

Le cabinet juridique AMPANGA CONSULTING organise un talk à l'espace PME avec pour thématique : « Comment sécuriser juridiquement son business ».

28 NOVEMBRE 2019 À 8H30 :

La Maison de l'Afrique a le plaisir de vous annoncer la tenue de sa prochaine Matinale avec Maimouna Diop et Vincent Garrigues au 4 rue Galilée – 75016 Paris, à 2 minutes de marche du métro Boissière, bus 22 arrêt Boissière. Thématique : « Construire sa réputation en Afrique : quels fondamentaux pour les entreprises qui y opèrent ? »



flyafrijet.online

by **AFRIJET**

Valable du 29 Octobre 2019 au 29 Mars 2020, en heures locales.

De	Vers	Lundi	Mardi	Mercredi	Judi	Vendredi	Samedi	Dimanche
Brazzaville	Libreville	16H15		10H45		13H45		
	Port-Gentil	16H15		10H45		13H45		
	Douala			10H45		13H45		
	Franceville							
Douala	Libreville	11H30	17H30	15H5	09H45	18H15	12H00	16H30
	Port-Gentil	11H30	17H30	15H15	09H45		12H00	16H30
	Brazzaville	11H30						
	Pointe-Noire				09H45			16H30
Franceville	Sao Tomé				09H45	18H15		
	Brazzaville					12H00		
	Libreville	12H15	14H45	12H15	12H15	15H15	12H15	14H45
	Port-Gentil	12H15	14H45	12H15	12H15	15H15	12H15	15H45
Libreville	Brazzaville	13H30		08H00		10H00		
	Franceville	10H00	-	10H00	-	10H00	10H00	12H30
	Pointe-Noire	-	12H30	-	10H00	13H00	-	13H30
	Port-Gentil		10H15		11H30			18H15
Pointe-Noire	Sao Tomé	07H30	07H30	07H30	07H30	07H30	07H30	-
	Douala	17H30	10H15	17H30	17H30	17H30	17H30	17H30
	Yaoundé	21H30	17H30	21H30	-	-	-	-
	Libreville	21H45	21H45	21H45	21H45	21H45	21H30	21H45
Port-Gentil	Sao Tomé				17H15	16H30		11H00
	Douala	08H15	15H45	13H30	08H00	16H30	10H15	14H45
	Yaoundé	08H15			14H30	08H15		
	Libreville		13H30		13H45			20H30
Brazzaville	Port-Gentil		13H30		13H45			
	Douala		13H30					
	Sao Tomé				13H45			
	Franceville	08H30	08H30	08H30	08H30	08H30	08H30	08H30
Port-Gentil	Libreville	08H30	08H30	08H30	08H30	08H30	08H30	08H30
	Pointe-Noire	-	11H00	-	-	-	-	-
	Douala	-	18H30	18H30	15H30	08H30	08H30	08H30
	Sao Tomé	18H30	19H00	18H30	18H30	18H30	18H30	18H30
Sao Tomé	Franceville	19H00	22H30	22H30	19H00	19H00	19H00	19H00
	Libreville		08H30		08H30			11H00
	Port-Gentil		11H00		08H30			09H30
	Douala				15H30	08H30	08H30	08H30
Yaoundé	Sao Tomé	08H30	08H30	08H30	08H30	08H30	08H30	08H30
	Libreville				18H15	19H15		11H45
	Port-Gentil				18H15			11H45
	Pointe-Noire							11H45
Brazzaville	Douala							11H45
	Libreville	10H00		16H15		10H00		
	Port-Gentil	10H00		16H15				
	Franceville					10H00		
Yaoundé	Sao Tomé					10H00		
	Libreville					10H00		
	Port-Gentil					10H00		
	Douala					10H00		

Vols directs

Vols avec escale

Follow us on : facebook.com/afrijet

flyafrijet.online

Un temps pour soi

news

by Vanessa

MAQUILLAGE PERMANENT

Dans cet institut nous vous proposons un maquillage permanent naturel des yeux, des sourcils et des lèvres avec des pigments organiques 100% Vegan 100% Bio

La Dermopigmentation Nouvelle Génération

Offre découverte (octobre novembre) 70 000f au lieu de 100 000f

Esthétiques :

- européennes
- africaines

Esthétiques :

- onglerie
- soin visage & corps
- épilation
- massage
- maquillage

Téléphone :

+241 07 00 28 58

Facebook :

Un temps pour soi by vanessa

Mail :

untempspoursoibyvanessa@hotmail.fr



Restez mobile toujours assuré

Votre assurance auto en ligne accessible
depuis votre smartphone. Rendez-vous
sur la plateforme auto-direct.axa.ga

☎ +241 04 04 04 41 ou 074 04 04 41

www.axa.ga

baloon

Groupe BGFIBank
Partenaire de mes réussites



Bénin - Cameroun - Congo - Côte d'Ivoire - France - Gabon Guinée Equatoriale - Madagascar - République Démocratique du Congo
São Tomé et Príncipe - Sénégal

www.groupebgfibank.com

